



**LE PAYSAGE DE
L'APRÈS-2030 :**

Un monde d'asymétrie et de
réalignements

Scénarios plausibles de coopération mondiale

 **COOPÉRATION
CANADA**

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	3
Introduction	4
Comment lire le rapport : relier les tendances, les scénarios et les stratégies	5
Chapitre 1. Tendances, risques et incertitudes transformant la coopération mondiale post-2030	6
1.1. Tendances hautement prioritaires en coopération internationale pour le développement	7
1.2. Tendances mondiales de coopération à haut risque et à haut niveau d'incertitude	8
1.3. Les moteurs du système : un monde d'asymétrie et de réalignement	19
Chapitre 2. Rapprocher les horizons : de l'incertitude à la vraisemblance	20
2.1. Coopération multipolaire dirigée par les états	23
2.2. Coopération multipartite	25
2.3. Coopération transactionnelle	28
Chapitre 3. Réécrire l'histoire de la coopération mondiale	32
3.1. Repenser les principes de la coopération mondiale	33
3.2. Inverser les anomalies systémiques	35
3.3. Réimaginer les principes et valeurs clés	36
Conclusion	38
Références	39

REMERCIEMENTS

Le présent rapport a été rédigé par Andy Roxane Ouedraogo, agente de recherche et de programme à Coopération Canada, grâce au soutien financier du Centre de recherches pour le développement international. Donna Dupont, consultante en prospective stratégique et spécialiste en conception stratégique, a dirigé les exercices de prospective et a produit une analyse qui a été intégrée au présent rapport.

Coopération Canada et l'auteure du rapport remercient les personnes et organisations suivantes pour leur collaboration, leurs contributions, leur collégialité, leur temps et leurs idées.

Comité consultatif stratégique :

- Nana Asantewa Afadzinu, Institut de la société civile de l'Afrique de l'Ouest
- Estefanía Charvet, Southern Voice
- Marie Lisa Dacanay, Institute for Social Entrepreneurship in Asia
- Peter Glenday, School of International Futures
- Tanja Hichert, Programme des Nations Unies pour le Développement (Centre for Sustainability Transitions)
- Kate Higgins, Coopération Canada
- Kirthi Jayakumar, Gender Security Project
- Ijun Kim, Fonds des Nations Unies pour l'enfance
- Isabelle Kim, Affaires mondiales Canada
- Luc Mougeot, Université d'Ottawa, École de développement international et de mondialisation
- Hesbone Ndungu, Africa Youth Trust
- Frazer Reily-King, Centre de recherches pour le développement international
- Narue Shiki, Programme des Nations Unies pour le développement
- Richard Ssewakiryanga, Center for Basic Research
- Rachel Wilkinson, International Civil Society Centre

Partenaires de la société civile pour le dialogue régional :

- Robert Mabala, Réseau des plateformes des ONG de l'Afrique centrale
- Jyostna Mohan, Asia Development Alliance
- Bihter Moschini, Réseau des ONG arabes pour le Développement
- Oluseyi Babatunde Oyebisi, Nigerian Network of NGOs (Réseau Nigérian d'ONG)
- Gina Romero, Latin American and Caribbean Network for Democracy
- Nadège Robertson, Fondation Espoir Haïti
- Marie-Jose Saade, Réseau des ONG arabes pour le Développement
- Hans Tippenhauer, Fondation Espoir Haïti

Expert-e-s en prospective stratégique et futurologues :

- Donna Dupont, Purple Compass
- Steven Kenney, Middle East Institute
- Fisayo Oyewale, Fonds des Nations Unies pour l'enfance
- Moises Rendon, Centre d'études stratégiques et internationales

INTRODUCTION

Longtemps considérée comme une pierre angulaire du progrès humain, la coopération mondiale incarne nos aspirations collectives pour relever des défis et des objectifs communs. Les raisons et les mécanismes de la coopération ont évolué au fil du temps, façonnés par des paysages politiques en mutation, des transformations socio-économiques et des avancées technologiques. Toutefois, cette évolution repose sur un ensemble d'hypothèses sur les raisons pour lesquelles nous coopérons : la conviction qu'en travaillant ensemble, nous pouvons accomplir plus qu'en agissant seuls, que les intérêts mutuels peuvent primer sur les préoccupations individuelles et que les défis mondiaux requièrent des solutions mondiales.

Dans le monde du XXI^e siècle, ces hypothèses sont remises en cause comme jamais auparavant. L'accélération du rythme des changements, alliée à l'aggravation des tensions géopolitiques et à la multiplication des crises mondiales, remet en question les structures et les normes qui ont régi nos interactions depuis des décennies. Les axes de coopération, autrefois clairement définis, sont de plus en plus brouillés par des intérêts concurrents, des valeurs divergentes et un scepticisme croissant quant aux avantages de la coopération mondiale.

Ce paysage en mutation a de profondes répercussions sur les engagements mondiaux pris dans le cadre des objectifs de développement durable et du Programme 2030. Conçus pour inciter à une action universelle visant à mettre fin à la pauvreté, à protéger la planète et à garantir la prospérité pour tous, les objectifs de développement durable représentent une vision de la coopération mondiale qui privilégie l'équité, la durabilité et la responsabilité collective. À l'approche de l'échéance de 2030, le monde se trouve à un tournant critique. Bien que des progrès appréciables aient été accomplis, certains ont été réduits à néant et la voie à suivre est incertaine.

Au-delà de 2030, les questions relatives à la coopération mondiale deviendront encore plus pressantes. Les changements d'attitudes et de perceptions envers la coopération remodelent l'agenda mondial. Pour certains, le caractère urgent des menaces transnationales telles que le changement climatique, les pandémies et les bouleversements technologiques renforce la nécessité d'une solidarité renouvelée et d'une action collective. Pour d'autres, la montée du nationalisme, du protectionnisme et de l'unilatéralisme marque un recul des idéaux du multilatéralisme, car les coûts de la coopération sont plus élevés que les avantages escomptés.

Ces changements d'attitude se reflètent dans l'évolution des principes et des valeurs sur lesquels reposent la coopération mondiale. Alors qu'autrefois l'accent était mis sur l'universalisme et le partage des

droits de la personne, nous observons aujourd'hui une fragmentation des valeurs, avec différents acteurs et actrices qui défendent des visions diverses et parfois contradictoires de la justice, du développement et de la gouvernance. La réémergence du régionalisme, des politiques identitaires et des modèles de gouvernance alternatifs remet en question les idéaux démocratiques libéraux qui ont dominé la coopération mondiale depuis des décennies.

De plus, les principes qui guident la coopération sont de plus en plus contestés. L'accent mis sur l'égalité, le respect mutuel et la responsabilité collective est réinterprété à la lumière de nouvelles dynamiques de pouvoir et des revendications historiques. Les appels à une redistribution plus équitable du pouvoir et des ressources, notamment par les acteurs-rices de la majorité mondiale, illustrent la demande croissante de rééquilibrage des mécanismes de coopération afin de mieux refléter les réalités contemporaines.

La coopération mondiale est donc à la croisée des chemins. Les principes et les valeurs, qui ont autrefois uni la communauté internationale, font aujourd'hui l'objet de débats et de désaccords intenses. Lorsque nous nous tournons vers l'avenir, nous devons nous poser les questions suivantes : À quoi ressemblerait la coopération dans un monde où nous ne pouvons plus tenir pour acquis les hypothèses fondamentales ? Comment les changements d'attitude et les valeurs en évolution influenceront-ils la manière dont nous travaillerons ensemble pour relever les défis mondiaux.

Le présent rapport explore les futurs possibles de la coopération mondiale au développement, en examinant comment les tendances actuelles pourraient remodeler nos efforts collectifs au-delà de l'horizon 2030. Il invite à une réflexion sur les principes fondamentaux de la coopération et sur la manière dont ils pourraient évoluer pour répondre aux défis d'un monde en rapide mutation.

À travers cette exploration, nous avons pour objectif de fournir des éléments d'information et d'inspiration à ceux et celles qui s'engagent à bâtir une communauté mondiale plus coopérative, plus juste et plus durable dans les années à venir.

COMMENT LIRE LE RAPPORT : RELIER LES TENDANCES, LES SCÉNARIOS ET LES STRATÉGIES

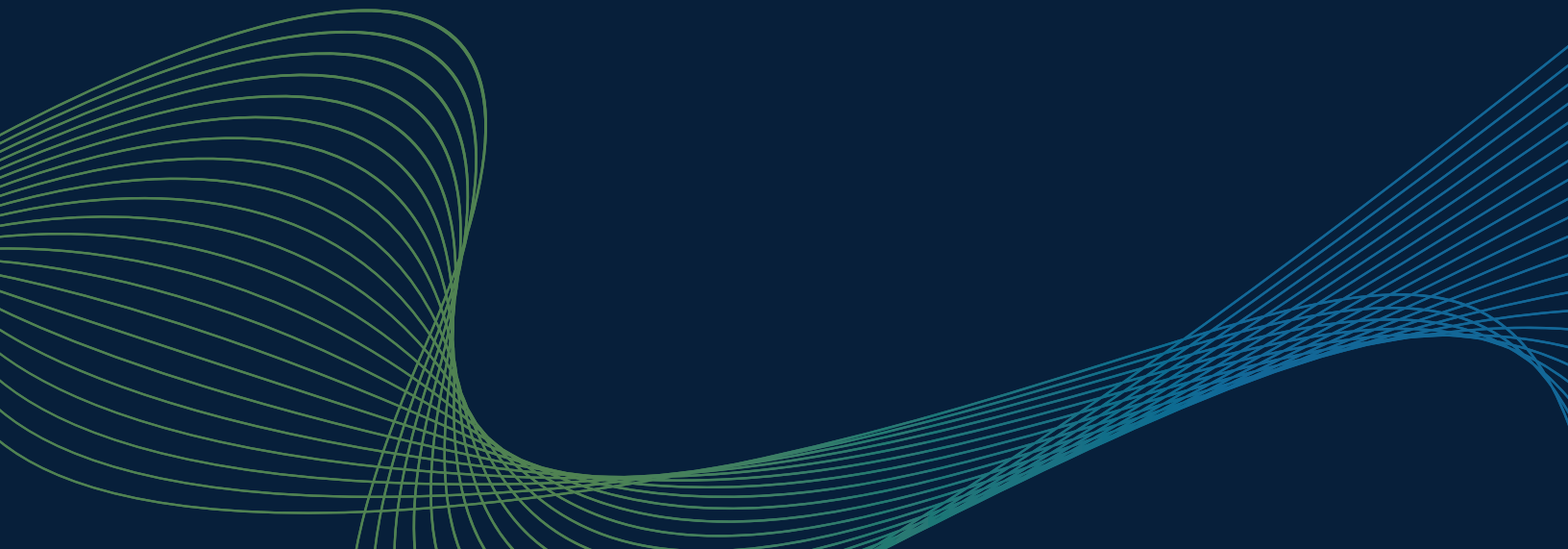
Le présent rapport est conçu pour guider les acteurs-rices de la coopération mondiale dans le paysage complexe de l'ère post-2030. Le premier chapitre intitulé « Tendances, risques et incertitudes transformant la coopération mondiale », donne un aperçu complet des 15 tendances les plus prioritaires, susceptibles de générer des changements, ainsi que de trois tendances à haut risque et à un degré élevé d'incertitude qui requièrent une attention particulière. En outre, nous décrivons deux grandes forces qui façonneront l'avenir de la coopération mondiale, posant ainsi les bases pour comprendre les dynamiques en perpétuelle évolution.

Dans le chapitre 2 intitulé « Rapprocher les horizons : De l'incertitude à la vraisemblance », nous présentons trois scénarios plausibles pour la coopération mondiale en 2035 : une coopération multipolaire dirigée par les états, une coopération multipartite et une coopération transactionnelle. Ces scénarios offrent des pistes pour s'orienter dans un avenir incertain, en aidant les acteurs-rices à comprendre comment les différentes tendances et forces peuvent interagir pour façonner le monde de manière distincte. Chaque scénario est développé avec ses propres possibilités et risques, soulignant la nécessité d'élaborer des stratégies adaptables dans un paysage en évolution rapide.

Enfin, dans le chapitre 3, intitulé « Réécrire l'histoire de la coopération mondiale », nous présentons trois stratégies clés visant la transformation de la coopération mondiale à l'avenir : repenser les hypothèses actuelles, inverser les anomalies systémiques et réimaginer les principes et valeurs clés. Ce chapitre incite les parties prenantes à aller au-delà des changements progressifs, en encourageant une réflexion audacieuse et des solutions collaboratives qui peuvent s'attaquer aux causes profondes des défis mondiaux actuels. A travers une lecture séquentielle du présent rapport, vous serez en mesure d'établir des liens entre les tendances clés qui façonnent la coopération mondiale et les futurs possibles que nous avons développés, et d'explorer les stratégies de transformation nécessaires à la mise en œuvre d'un cadre de coopération mondiale plus durable et plus équitable.

CHAPITRE 1

TENDANCES, RISQUES ET INCERTITUDES TRANSFORMANT LA COOPÉRATION MONDIALE POST-2030



En approfondissant les forces qui détermineront la coopération mondiale au-delà de 2030, il est impératif d'examiner, avant toute chose, les transformations qui remodelent la coopération mondiale. Les tendances qui contribuent ces transformations ne sont pas uniquement émergentes, elles s'accroissent et modifient fondamentalement le paysage mondial. Le présent chapitre explore donc les tendances hautement prioritaires, les risques et les incertitudes qui sont les plus susceptibles d'influencer l'avenir de la coopération. Comprendre ces forces servira de base aux scénarios suivants, nous permettant d'envisager la manière dont la collaboration mondiale pourrait évoluer face à une complexité et à des défis croissants.

1.1 TENDANCES HAUTEMENT PRIORITAIRES EN COOPÉRATION INTERNATIONALE POUR LE DÉVELOPPEMENT

Les tendances émergentes et les signaux présentés dans notre [Analyse du paysage mondial](#)¹ révèlent les transformations en cours qui remodelent notre monde. Le changement climatique continue de redéfinir les lignes de faille mondiales, tandis que les changements démographiques exercent une influence croissante sur la répartition des ressources. Les tensions et les conflits géopolitiques s'exacerbent. Parallèlement, les avancées technologiques révolutionnent déjà la communication et l'accès aux biens et aux services.

L'analyse du paysage mondial a servi à identifier 15 tendances qui sont sur le point d'influencer de manière significative la dynamique mondiale et de remodeler la coopération mondiale au développement. Ces tendances englobent un large éventail de changements sociétaux, économiques et technologiques, chacun ayant le potentiel d'impulser des transformations et des perturbations à l'échelle mondiale.

TENDANCE	SCORE DE PRIORITÉ (SUR 165)	CLASSEMENT	CHANGEMENT /PHASE DE CROISSANCE
Changement climatique	156	1	Déclin / Effondrement
Insécurité alimentaire	146	2	Déclin / Effondrement
Asymétrie sociale	134	3	Limitations / Rigueur
Détérioration de la paix mondiale	134	4	Déclin / Effondrement
Montée de l'intelligence artificielle	125	5	Transformation
Fractures numériques et inégalités grandissantes	118	6	Transformation
Stigmatisation des migrant-e-s	109	7	Limitations / Rigueur
Militarisation accrue	107	8	Déclin / Effondrement
Diminution du financement consacré à la société civile	106	9	Limitations / Rigueur
Préoccupations pour la gouvernance de l'intelligence artificielle	106	10	Continuité
Impacts grandissants du changement climatique	105	11	Continuité
Ordre mondial fracturé	104	12	Transformation
Populations vieillissantes et explosions démographiques des jeunes	103	13	Limitations / Rigueur
Retour de bâton ou recul en matière de genre	101	14	Limitations / Rigueur
Critiques croissants de l'aide traditionnelle	100	15	Transformation

¹ L'analyse du paysage du secteur de la coopération internationale synthétise les informations recueillies lors d'études documentaires, de groupes de discussion et de dialogues régionaux. Elle met en évidence les transformations planétaires en cours et les effets d'entraînement interconnectés qui façonnent les paysages économique, politique, social et environnemental.

INTERPRÉTATION DES PHASES DE CROISSANCE DES TENDANCES

Continuité :

La tendance devrait se poursuivre sans perturbation significative. L'impact sur la coopération mondiale devrait demeurer inchangé.

Limitations et rigueur:

La tendance devrait poser des contraintes importantes, nécessitant une gestion plus disciplinée et plus efficace des ressources. L'impact sur la coopération mondiale risque d'être important lorsque le système atteindra ses limites.

Déclin et effondrement :

L'impact sur la coopération mondiale risque d'être dévastateur. La tendance devrait conduire à un effondrement du système si l'escalade se poursuit. L'impact sur la coopération mondiale risque d'être dévastateur.

Transformation :

La tendance devrait être perturbée par l'émergence de nouveaux-elles acteur-trice-s, modèles, technologies et mouvements. Potentiel élevé de modification du système de coopération mondiale.

Ce cadre est une adaptation des quatre futurs alternatifs génériques décrits par Jim Dator, réinterprétés pour s'appliquer aux modèles de croissance des tendances dans le contexte de la coopération mondiale au développement.

1.2

TENDANCES MONDIALES DE COOPÉRATION À HAUT RISQUE ET À HAUT NIVEAU D'INCERTITUDE

Cette section propose une analyse complète de trois tendances critiques à haut risque et à un degré d'incertitude dans le domaine de la coopération mondiale : l'augmentation des flux migratoires, les changements démographiques et la montée de l'autoritarisme. Pour chaque tendance, nous nous penchons sur les facteurs sous-jacents, les risques, les opportunités et les lacunes pour une compréhension nuancée des incidences pour le développement international et la coopération. La complexité et les interconnexions de ces tendances à haut risque soulignent la nécessité d'apporter des réponses coordonnées, innovantes et adaptatives à la coopération mondiale.

1.2.1. Augmentation des flux migratoires

Plusieurs indicateurs signalent une crise migratoire croissante. Parmi ceux-ci, il y a lieu de citer l'augmentation de l'aide publique au développement (APD) allouée aux [coûts des réfugié-e-s des pays donateurs](#), la surpopulation des camps de réfugié-e-s tels que les camps de Metche, ceux de la mer Égée orientale, les camps de réfugié-e-s au [Tchad](#) et en [Grèce](#), ainsi que la fréquence croissante des migrations liées au climat, avec [84 %](#) des réfugié-e-s et des demandeurs-euses d'asile fuyant des pays très vulnérables au changement climatique en 2022.

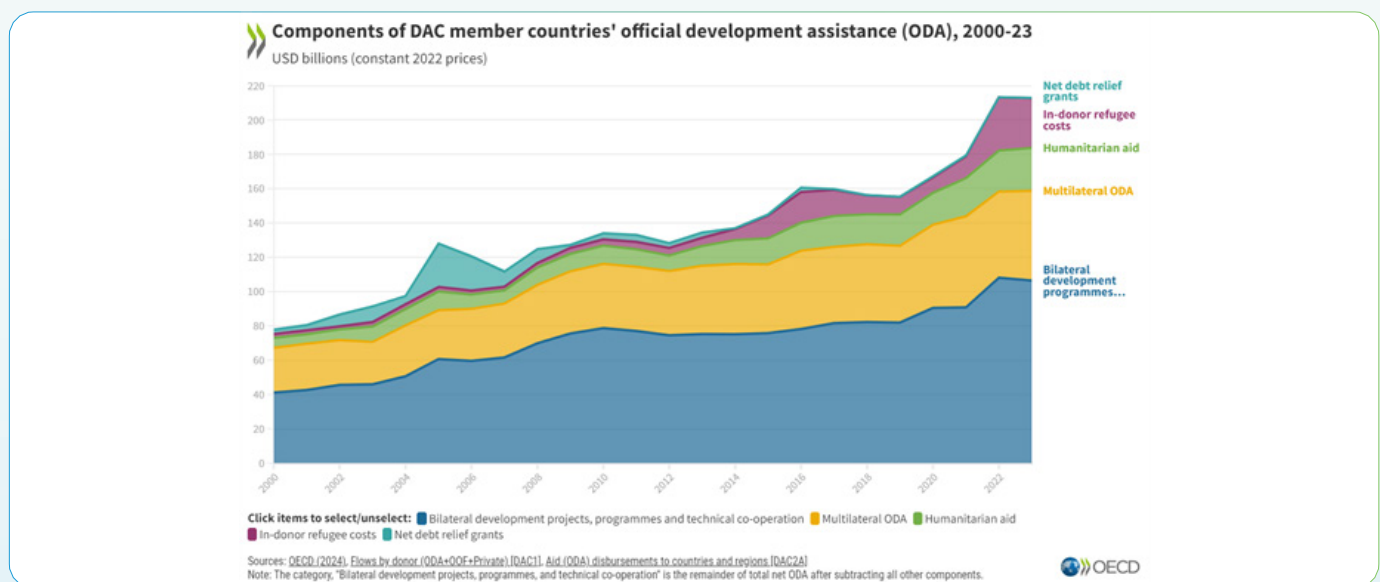
Le changement climatique aux commandes

Le changement climatique est de plus en plus reconnu comme un important facteur de migration. La hausse des températures, l'élévation du niveau des mers et les phénomènes météorologiques extrêmes devraient accélérer la dégradation de l'environnement, menaçant les moyens de subsistance et risquant d'entraîner des flux migratoires en provenance des régions en développement. Les effets du changement climatique sur l'agriculture, la pêche et l'élevage [rendent déjà ces moyens de subsistance non viables](#) dans certaines des régions [les plus vulnérables du monde](#). Un nombre important de personnes déplacées de force et d'apatrides vivent actuellement dans les environnements les plus vulnérables au climat, ne disposant pas de ressources et de résilience nécessaires pour faire face aux incidences climatiques. Cette vulnérabilité ne se limite pas aux déplacements transfrontaliers ; les déplacements internes causés par les catastrophes naturelles, intensifiés par le changement climatique, sont également en hausse.

Camps de réfugié-e-s surpeuplés : symptôme d'une crise croissante

La surpopulation des camps de réfugié-e-s met en évidence l'aggravation de la crise migratoire. Par exemple, le camp de Metche au Tchad, a dû faire face à un effondrement financier en mars 2024, qui a aggravé une situation humanitaire déjà désastreuse, causée par les retombées du conflit au Soudan. De même, les camps des îles grecques de la mer Égée orientale étaient débordés en octobre 2023, avec 17 500 nouveaux-elles arrivant-e-s en l'espace de trois mois seulement. L'arrivée, en janvier 2024, de plus de 1 000 réfugié-e-s sur la petite île grecque de [Gavdos](#) qui ne compte que 70 habitant-e-s, a mis les autorités locales à rude épreuve. Un tel surpeuplement souligne non seulement la gravité de la crise migratoire, mais indique également les insuffisances de la réponse mondiale actuelle.

Changement de priorités pour l'aide publique au développement



Sources : [OECD \(2024\), flows by donor \(ODA+other official flows+private\) \[DAC1\]](#) et [ODA disbursements to countries and regions \[DAC2A\]](#).

La réaffectation de l'APD met en évidence la pression croissante qui pèse sur les systèmes d'aide internationale, alors que les pays sont aux prises avec les pressions perçues d'accueil de réfugié-e-s et de réponses aux crises aiguës. Par conséquent, les initiatives essentielles visant à réduire la pauvreté, à lutter contre le changement climatique, à soutenir l'éducation préscolaire, à combattre les famines et à fournir des soins de santé aux populations vulnérables dans le monde entier reçoivent moins d'attention et de financement.

Cette évolution exacerbe les inégalités existantes mais souligne également les défis grandissants qui impliquent de concilier les réponses humanitaires à court terme et les objectifs de développement à long terme, intensifiant ainsi la crise migratoire mondiale.

Risque : défis croissants liés à la gestion de la diversité

L'augmentation des flux migratoires, due aux conflits, à l'instabilité économique, au changement climatique et à la violence, représente un défi majeur pour les sociétés d'accueil qui ont du mal à gérer la diversité. Alors que ces sociétés sont aux prises avec l'intégration, les migrant-e-s sont souvent confronté-e-s à une stigmatisation et à une vulnérabilité croissantes. Ce problème est aggravé par les changements d'attitudes du public dans de nombreux pays, dans lesquels les difficultés économiques entraînent une réduction du soutien apporté aux initiatives de développement international. Les acteur-trice-s de la société civile dans des régions comme l'Amérique latine et le Moyen-Orient mettent en gardent contre de tels sentiments qui risquent de nuire davantage au bien-être des migrant-e-s, menacer la stabilité régionale et compromettre les efforts de coopération internationale visant à traiter les défis migratoires de manière complète et humaine.

Opportunités

Si les défis posés par l'augmentation des migrations sont de grande ampleur, il existe des opportunités qui peuvent être exploitées par une coopération internationale efficace. Les migrant-e-s contribuent souvent à la croissance économique des pays d'accueil en comblant les pénuries de main-d'œuvre, en particulier dans des secteurs tels que les soins de santé, l'agriculture, la construction et la technologie. Les fonds envoyés par les migrant-e-s dans leur pays d'origine constituent une source de revenus essentielle, qui permet de soutenir les familles, d'améliorer le niveau de vie et de stimuler les économies locales. Par exemple, les envois de fonds internationaux ont augmenté de plus de 650 % entre 2000 et 2022, atteignant 831 milliards d'USD, dont 647 milliards d'USD vers des pays à revenu faible ou intermédiaire. Ces envois de fonds dépassent désormais les investissements directs étrangers, stimulant le produit intérieur brut dans de nombreux pays en développement. De plus, les migrations peuvent contribuer à réduire les menaces d'une population vieillissante dans les pays développés, tout en redistribuant les populations de manière plus uniforme entre les régions et en revitalisant les zones rurales ou en déclin. Les communautés de migrant-e-s forment également de solides réseaux transnationaux qui peuvent faciliter le commerce, l'investissement et la diplomatie, en encourageant la coopération et la compréhension mutuelle entre les pays.

Lacunes existantes

Protection juridique :

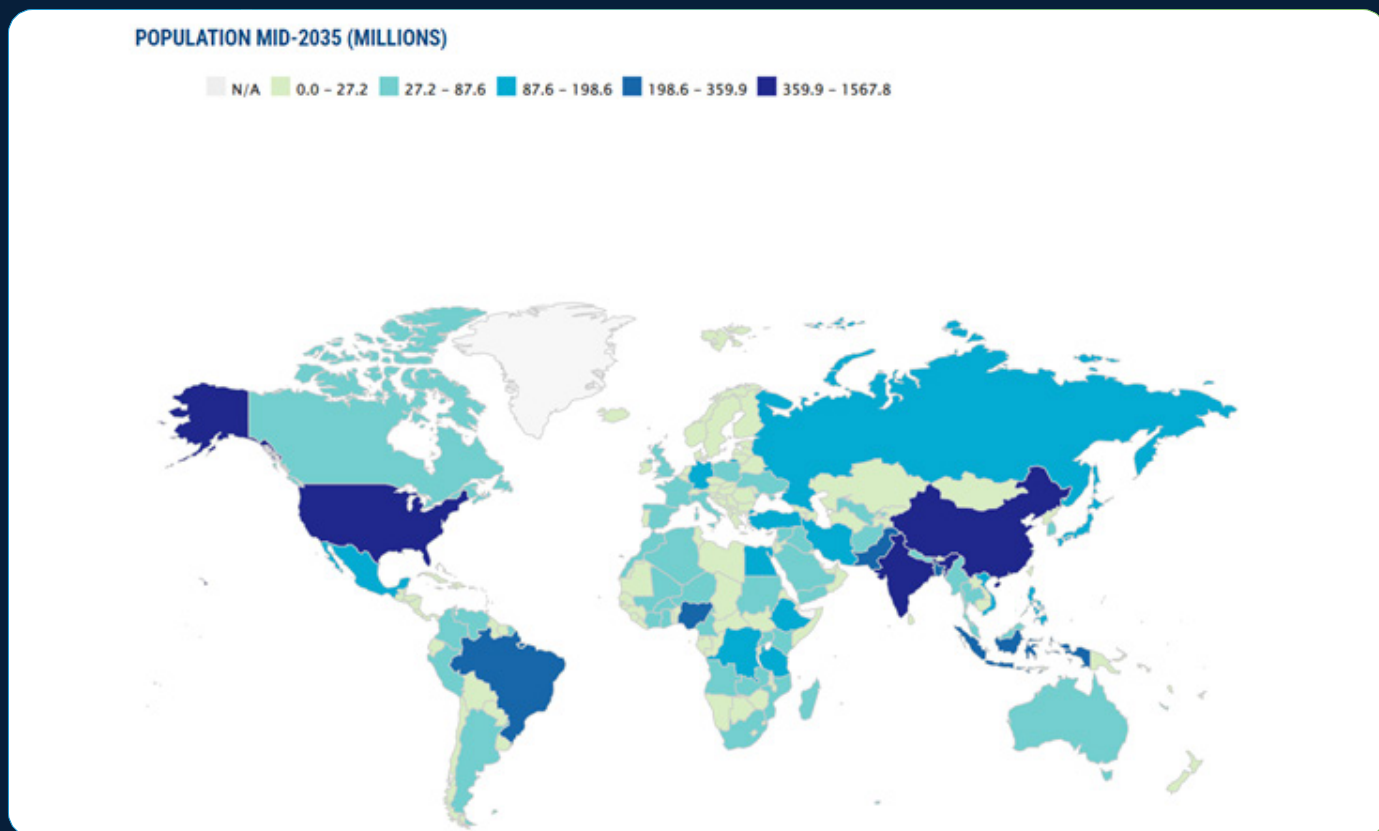
Les protections offertes aux réfugié-e-s et aux demandeur-euse-s d'asile sont incohérentes. Les cadres juridiques existants peuvent ne pas répondre adéquatement à leurs besoins, en particulier pour les personnes déplacées en raison du changement climatique ou de facteurs économiques. Il n'existe pas d'instrument international ou régional relatif au droit des réfugié-e-s qui protège les communautés touchées par la fréquence et l'intensité accrues des catastrophes naturelles liées au changement climatique.

Un manque d'engagement public :

Souvent, les politiques n'engagent pas suffisamment le public ou ne tiennent pas suffisamment compte des préoccupations et des idées fausses sur les migrations, ce qui peut nuire à l'efficacité des politiques et au soutien de l'opinion publique.

Actions transformatrices				
COMMUNICATION ET RÉCITS	FINANCEMENT INNOVANT	OPTIMISATION DES ENVOIS DE FONDS	APPROCHES INTÉGRÉES	ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET ATTÉNUATION DE SES EFFETS
Les efforts de coopération internationale devraient consister à investir dans des campagnes de sensibilisation du public qui présentent une vision équilibrée des migrations, en soulignant ses aspects positifs et ses avantages économiques. Cela peut contribuer à contrer la désinformation et à réduire la xénophobie.	Les fondations philanthropiques, les institutions financières internationales et les gouvernements peuvent collaborer pour développer des mécanismes de financement innovants afin de soutenir les initiatives liées aux migrations. Il pourrait s'agir d'emprunts obligataires aux migrant-e-s, de fonds de placement pour les diasporas et de partenariats public-privé axés sur l'intégration des migrant-e-s dans les économies d'accueil.	Les gouvernements et les institutions financières peuvent collaborer pour réduire les coûts des transferts de fonds, pour s'assurer que les familles et les communautés des migrant-e-s dans leurs pays d'origine reçoivent plus d'argent, contribuant ainsi au développement et à la réduction de la pauvreté.	Pour réduire la nécessité des migrations forcées, la coopération internationale doit se concentrer sur les causes profondes des déplacements, telles que la pauvreté, les conflits et le changement climatique. Cela requiert des efforts coordonnés pour promouvoir le développement économique, la consolidation de la paix et la résilience climatique dans les régions vulnérables.	Les acteurs-rices internationaux-ales doivent collaborer sur à des stratégies d'atténuation du changement climatique qui ciblent les facteurs environnementaux des migrations. Il s'agit notamment de financer des projets d'adaptation au climat dans les régions vulnérables et de veiller à ce que l'action climatique soit intégrée dans les politiques migratoires.

1.2.2. Changements démographiques



Sources : [Fiche de données sur la population mondiale 2023](#) et [Projections de la population mondiale au milieu de l'année 2035](#) du [Population Reference Bureau](#), basées sur des données nationales officielles ou des analyses réalisées par des bureaux nationaux de statistiques, des organisations régionales, le Population Reference Bureau, la Division de la population des Nations Unies ou les programmes internationaux du U.S. Census Bureau..

Des populations croissantes, déclinantes et diversifiées

Alors que la population mondiale devrait atteindre 8,6 milliards d'habitant-e-s en 2030 et 9,7 milliards en 2050, les signes d'une crise démographique imminente sont de plus en plus manifestes, certaines régions étant confrontées à une explosion de la jeunesse tandis que d'autres sont aux prises avec le vieillissement de leur population. Comme l'indique notre [analyse du paysage mondial](#), les défis auxquels seront confrontées les nations les plus âgées et ceux qui se posent aux plus jeunes nations dans les années à venir seront très contrastés.

D'ici 2030 :

- 1 personne sur 6 dans le monde sera âgée de 60 ans ou plus, et le nombre de personnes appartenant à cette tranche d'âge devrait passer de 1 milliard en 2020 à 1,4 milliard.
- L'âge médian sera de 52 ans au Japon et de 19 ans au Nigeria.

Pression sur les systèmes existants

Les innovations en matière de technologie médicale ont considérablement réduit les taux de mortalité et ont amélioré la qualité de vie de millions de personnes, leur permettant de vivre plus longtemps et de mener des vies plus actives. Toutefois, ces progrès posent de plus en plus de défis majeurs aux systèmes sociaux et aux systèmes de gouvernance à l'échelle mondiale, qui sont souvent peu préparés à faire face aux pressions croissantes exercées sur les marchés du travail, les services sociaux et les soins de santé, ainsi que sur les systèmes de retraite et de pension.

Pour répondre aux demandes croissantes des populations vieillissantes, de nombreux pays mettent en œuvre des politiques et des réformes, telles que des ajustements des systèmes de retraite. Par exemple, la Chine a [récemment](#) annoncé un relèvement progressif de l'âge de la retraite au cours des cinq prochaines années afin d'atténuer la crise des retraites qui se profile, avec l'avertissement lancé par l'Académie chinoise des sciences sociales, une institution publique, indiquant que le fonds de pension de l'État pourrait être épuisé d'ici 2035. Des pays comme le [Royaume-Uni](#) et la [France](#) ont proposé ou promulgué des lois sur la réforme des retraites en 2023.

Explosions démographiques des jeunes : zones d'instabilité imminentes ?

Les pays dotés de populations jeunes et en rapide expansion constituent des zones d'instabilité qui risquent fort de perturber la coopération mondiale au cours de la prochaine décennie. En Afrique subsaharienne, où la population devrait [doubler](#) d'ici 2050, la population en âge de travailler (25-64 ans) croît plus rapidement que tout autre groupe démographique. D'ici 2030, la jeunesse africaine [devrait](#) représenter 42 % de la jeunesse mondiale, dont 75 % auront moins de 35 ans.

Alors que ces jeunes populations migrent vers les villes en quête d'éducation et d'emploi, les centres urbains continueront à faire face à une croissance sans précédent, dépassant souvent les capacités des infrastructures et des services existants. Cette urbanisation rapide, alliée à des taux de chômage élevés, constituent des défis de tailles que les gouvernements devront relever, notamment en ce qui concerne la gestion du risque de mécontentement social et la réponse à une éventuelle augmentation de la criminalité et de l'instabilité politique.

Risques : asymétries mondiales renforcées

Le contraste entre les pays confrontés au vieillissement de leurs populations et ceux qui connaissent une explosion des jeunes révèle d'importantes lacunes dans les capacités mondiales à gérer ces changements démographiques.

Les pays vieillissants, plus particulièrement les pays à revenu élevé, devront faire face à une diminution de la main-d'œuvre et à une hausse des coûts, ce qui risque d'entraîner une stagnation économique et une augmentation de la dette publique.

Les pays avec les populations les plus jeunes seront confrontés à différents défis, tout aussi redoutables. Dans des régions comme l'Afrique subsaharienne, qui connaissent une explosion des populations jeunes, le rythme de l'urbanisation est supérieur à celui du développement des infrastructures et des services, entraînant de lourdes conséquences pour l'emploi, la stabilité sociale et la durabilité environnementale. En l'absence de ressources et de capacités institutionnelles pour faire face au chômage élevé des jeunes et à la surpopulation urbaine, les risques de troubles sociaux et d'instabilité politique seront plus élevés.

L'écart grandissant entre les capacités de ces groupes contrastés de nations exacerbera probablement les asymétries mondiales, créant un environnement instable où les disparités en matière de résilience économique et sociale risquent de compromettre la coopération internationale et la stabilité.

Opportunités

Les transitions démographiques offrent des opportunités uniques à ceux et celles qui sont capables de les exploiter efficacement.

Les pays qui connaissent une explosion des jeunes offrent le potentiel de tirer parti de ce dividende démographique en investissant dans l'éducation, la formation professionnelle et la création d'emplois. L'urbanisation rapide présente une opportunité pour la modernisation des infrastructures et le développement des villes intelligentes et durables, qui peuvent répondre aux besoins des populations croissantes tout en favorisant la croissance économique. En outre, l'innovation et l'entrepreneuriat social axés sur les jeunes pourraient stimuler de nouvelles industries et de nouveaux modèles économiques, créant ainsi des voies pour le développement durable.

Dans les pays ayant une population vieillissante, les progrès en matière de technologie et de soins de santé permettent d'améliorer la qualité de vie des personnes âgées tout en créant de nouveaux marchés pour les technologies de la santé et les services de soins aux personnes âgées.

Lacunes existantes

Des filets de sécurité sociale inadéquats :

Les filets de sécurité sociale comportent des brèches, y compris des régimes de pension insuffisants et des services de santé conçus pour accommoder la population croissante des personnes âgées.

Soutien limité pour les adaptations technologiques :

Les pays aux populations vieillissantes comme les pays aux populations jeunes pourraient éprouver des difficultés à tirer parti des avancées technologiques pour relever les défis démographiques, tels que les technologies d'assistance, les formations numériques et la création d'emplois axés sur la technologie.

Lacunes politiques

Les cadres politiques manquent actuellement de mécanismes de coopération transfrontalière pour gérer efficacement les impacts des populations plus âgées et des explosions démographiques de la jeunesse.

Actions transformatrices

RECHERCHE MONDIALE ET CADRES POLITIQUES	PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES ET PLAIDOYER	PLANS DE TRANSITION DÉMOGRAPHIQUES INTÉGRÉS	FINANCEMENT DE SOLUTIONS INNOVATRICES
<p>Les organisations internationales devraient diriger les efforts visant à coordonner la recherche mondiale et à élaborer des cadres politiques qui tiennent compte des conséquences des changements démographiques. Elles peuvent faciliter les initiatives de recherche transfrontalières afin de mieux comprendre l'impact du vieillissement et de l'explosion démographique des jeunes sur les différentes régions.</p>	<p>Les organisations non gouvernementales peuvent susciter des changements significatifs en mettant en œuvre des programmes communautaires qui répondent aux besoins spécifiques des populations vieillissantes et des populations jeunes. Il peut s'agir d'élaborer des programmes de soins aux personnes âgées, de soutien à la santé mentale et d'autonomisation des jeunes dans les communautés locales.</p>	<p>Les gouvernements devraient élaborer des plans prospectifs de transition démographique complets, qui répondent aux besoins spécifiques des populations vieillissantes et des populations jeunes. Cela pourrait inclure la création de groupes de travail dédiés aux défis démographiques, qui assureraient une coordination des ministères pour la mise en œuvre des politiques sur les retraites, les soins de santé, l'éducation et l'emploi.</p>	<p>Les fondations philanthropiques peuvent avoir un impact significatif en finançant des solutions innovantes et des programmes pilotes qui font face aux changements démographiques. Elles peuvent également investir dans des projets pilotes évolutifs qui testent de nouvelles approches en matière de gestion de l'urbanisation, de l'emploi et des services sociaux.</p>

1.2.3. L'autoritarisme : une menace pour la démocratie

À l'échelle mondiale, l'attrait d'un leadership plus strict et centralisé (au détriment de principes tels que le système de contre-poids, le pluralisme et les libertés civiles) s'accroît à mesure que la gouvernance démocratique perd du terrain dans de nombreuses régions du monde. En 2023, [39 %](#) des pays ont connu un recul des droits politiques et des libertés civiles, avec les nations qui régressent en matière de performances démocratiques [surpassant en nombre](#) celles qui progressent.

Cette [érosion](#) du soutien à la démocratie est souvent liée à un désenchantement croissant à l'égard des démocraties qui sont perçues comme [étant incapables](#) de répondre aux attentes de la population. Le passage à une politique de droite s'est caractérisé par l'érosion des institutions, le renforcement du contrôle de l'État et l'adoption de lois restrictives. Notre [rapport sur les perspectives régionales](#) révèle que les organisations de la société civile (OSC) d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine, du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord sont de plus en plus inquiètes face à la montée en puissance de la gouvernance autoritaire, qui s'accompagne d'une tendance mondiale troublante du rétrécissement de l'espace civique.

La logique sécuritaire

Comme le montre notre [Analyse du paysage mondial](#), les conflits se multiplient. Par conséquent, dans les régions en proie à la montée du terrorisme, à la criminalité et aux menaces à la sécurité nationale, la peur de l'instabilité est un facteur déterminant sur lequel s'appuient les dirigeants autoritaires qui s'engagent à rétablir l'ordre et de protéger. Cependant, la promesse d'une action décisive contre les menaces perçues se traduit souvent par une surveillance accrue, des mesures de répression agressives contre les libertés civiles et une attention accrue portée sur l'ordre et la loi. De telles mesures sont souvent justifiées par le souci de renforcer la sécurité, mais elles servent aussi à consolider le pouvoir et à réprimer la dissidence.

Dans un monde de plus en plus incertain, il faut s'attendre à ce que les citoyen-ne-s privilégient la sécurité et la stabilité au détriment des libertés démocratiques. Les régimes autoritaires peuvent s'imposer en misant sur l'instabilité et les angoisses ainsi qu'en intégrant des pratiques répressives sous la bannière de la protection nationale. Ce dangereux changement portera gravement atteinte aux libertés individuelles et aux principes plus larges de la gouvernance démocratique, en créant un environnement dans lequel l'autoritarisme s'épanouit sous prétexte de préserver la sécurité.

Une société civile étouffée

Afin de consolider leur pouvoir et leur contrôle, certains gouvernements adoptent de plus en plus des lois restrictives, imposent des obstacles bureaucratiques et utilisent des technologies de surveillance avancées pour étouffer la dissidence et limiter les activités des OSC. De telles mesures restreignent non seulement la liberté d'expression et de réunion, mais créent également un environnement hostile, dans lequel les OSC se font coller les étiquettes d'antagonistes ou de d'organisations subversives, entraînant une diminution de leur financement et de leurs ressources. À mesure que cette tendance s'accroît, les donateurs-riche-s et les fondations philanthropiques, craignant une réaction politique négative, peuvent réduire ou retirer leur soutien financier, ce qui affaiblit davantage la capacité des OSC à défendre les droits de la personne, la justice sociale et la responsabilisation démocratique. À mesure que l'espace civique se rétrécit, les voix des communautés marginalisées et vulnérables sont de plus en plus réduites au silence, érodant les fondements mêmes de la gouvernance participative et menace les progrès réalisés en matière de coopération mondiale au développement.

Risques : l'asymétrie socio-économique à l'origine d'un changement de valeurs politiques

Les défis économiques actuels et futurs, tels que l'inflation, l'augmentation du coût de la vie et le chômage, continueront d'intensifier les sentiments de marginalisation et d'exclusion parmi ceux et celles qui estiment que l'ordre économique mondial actuel les a laissés pour compte. Ces pressions exacerbent les inégalités existantes, alimentent le ressentiment et érodent la confiance dans les institutions traditionnelles, souvent perçues comme incapables de répondre à ces préoccupations. La frustration du public trouve souvent un exutoire dans la désignation de boucs émissaires parmi les groupes vulnérables, en particulier les immigré-e-s, qui sont de plus en plus souvent tenu-e-s pour responsables des difficultés économiques. Ce désenchantement croissant crée un terrain fertile pour l'autoritarisme : les politicien-ne-s capitalisent sur les angoisses en proposant un récit de leadership décisif, et plus strict qui promet de protéger les intérêts nationaux, de sécuriser les emplois, de contrôler l'immigration et d'inverser le déclin économique. Si les défis persistent au cours des deux prochaines années, les valeurs politiques évolueront probablement vers un leadership autoritaire, marginalisant davantage les principes démocratiques tels que le pluralisme et la solidarité mondiale.

Opportunité

La vague actuelle d'autoritarisme et de déclin démocratique représente une occasion unique de réformer les systèmes de gouvernance mondiaux afin de mieux répondre aux complexités du 21^e siècle. Les appels à de telles réformes se sont multipliés ces dernières années, en raison de la reconnaissance croissante de leurs limites et de l'inefficacité des structures existantes. Ignorer ces appels sera coûteux pour tous et toutes, car ne pas s'adapter risque d'exacerber l'instabilité mondiale, d'éroder la coopération internationale et de perpétuer les inégalités systémiques. La réforme de la gouvernance mondiale peut introduire des mécanismes plus inclusifs, transparents et adaptables qui reflètent la diversité des besoins et des voix d'un monde en évolution rapide. Elle offre la possibilité de renforcer les institutions multilatérales, d'améliorer la collaboration transfrontalière et d'élaborer des solutions innovantes pour faire face aux urgents défis mondiaux tels que le changement climatique, les inégalités économiques et les violations des droits de la personne.

Lacunes existantes

Appui international limité accordé à la société civile :

Dès lors que les gouvernements restreignent de plus en plus les OSC, les mécanismes internationaux de soutien à ces organisations présentent des lacunes importantes. Le manque de financement, la protection et la défense des OSC limitent leur capacité à fonctionner efficacement, à exprimer leur désaccord et à promouvoir les droits de la personne et les valeurs démocratiques.

L'héritage du colonialisme :

Dès nombreuses régions sont sceptiques à l'égard des valeurs démocratiques, qui sont souvent perçues comme étant imposées ou centrée sur l'Occident. Cela contribue à la réticence à adopter les principes démocratiques, créant un terrain fertile pour la montée des régimes autoritaires en tant que modèles alternatifs de gouvernance.

Des mesures de protection inadéquates pour les institutions démocratiques :

Dès nombreux pays qui connaissent un recul démocratique ne disposent pas de mécanismes solides pour protéger les institutions et les principes démocratiques. Les faiblesses en matière d'équilibre des pouvoirs, d'indépendance judiciaire et d'intégrité électorale permettent aux régimes autoritaires de consolider plus facilement leur pouvoir et de saper les processus démocratiques.

Actions transformatrices

AMPLIFIER LA SOCIÉTÉ CIVILE GRÂCE À UN FINANCEMENT BASÉ SUR LA CONFIANCE	EXPÉRIMENTER AVEC DES MODÈLES DE GOUVERNANCE DÉCENTRALISÉE	PROMOUVOIR DES POLITIQUES INTÉGRÉES	DÉVELOPPER DES PLATEFORMES MULTILATÉRALES ADAPTABLES
<p>Les donateur-trice-s peuvent contrer le rétrécissement de l'espace civique grâce à des modèles de financement basés sur la confiance et donnant la priorité à un financement flexible et sans restriction. Cette approche réduira les obstacles bureaucratiques et favorisera la stabilité et l'innovation à long terme au sein de la société civile, ce qui permettra de défendre et de protéger les valeurs démocratiques.</p>	<p>Les gouvernements peuvent piloter des modèles de gouvernance décentralisée qui permettent aux communautés locales et aux régions d'avoir plus à dire concernant leur propre gouvernance. Ces modèles pourraient contribuer à combler les écarts entre les autorités centrales et les besoins locaux, réduisant ainsi l'attrait des solutions autoritaires en améliorant la réactivité et la responsabilisation au niveau local.</p>	<p>Les gouvernements, les organisations internationales et non gouvernementales peuvent promouvoir des politiques intégrées qui s'attaquent aux causes profondes, interconnectées et multidimensionnelles, du recul de la démocratie, telles que l'asymétrie sociopolitique. Les politiques devraient se concentrer sur la création d'opportunités équitables pour tous les segments de la société, en particulier dans les régions qui connaissent de graves disparités économiques.</p>	<p>Créer de nouvelles plateformes multilatérales qui mettent l'accent sur l'inclusivité et des modèles de gouvernance adaptables. Ces plateformes devraient intégrer diverses voix, en particulier celles des pays en développement et des groupes marginalisés, afin d'assurer qu'un plus large éventail de perspectives et de besoins soit reflété par les politiques mondiales.</p>

1.3

LES MOTEURS DU SYSTÈME : UN MONDE D'ASYMÉTRIE ET DE RÉALIGNEMENT

Il est probable que dans les sept à dix prochaines années, nous connaîtrons un monde dans lequel le pouvoir sera certes mieux réparti mais plus contesté, les inégalités se creuseront et dans lequel la coopération gagnera en complexité. Les deux forces qui façonneront ce monde seront l'asymétrie et le réalignement, qui redéfiniront tous deux la dynamique mondiale dans les domaines socio-économique, politique, environnemental et technologique.

ASYMÉTRIE

Disparités croissantes au sein et entre les zones géographiques, les personnes et les systèmes

RÉALIGNEMENT

Réorganisation ou restructuration des relations de pouvoir, des alliances, des priorités et des valeurs sur la scène mondiale

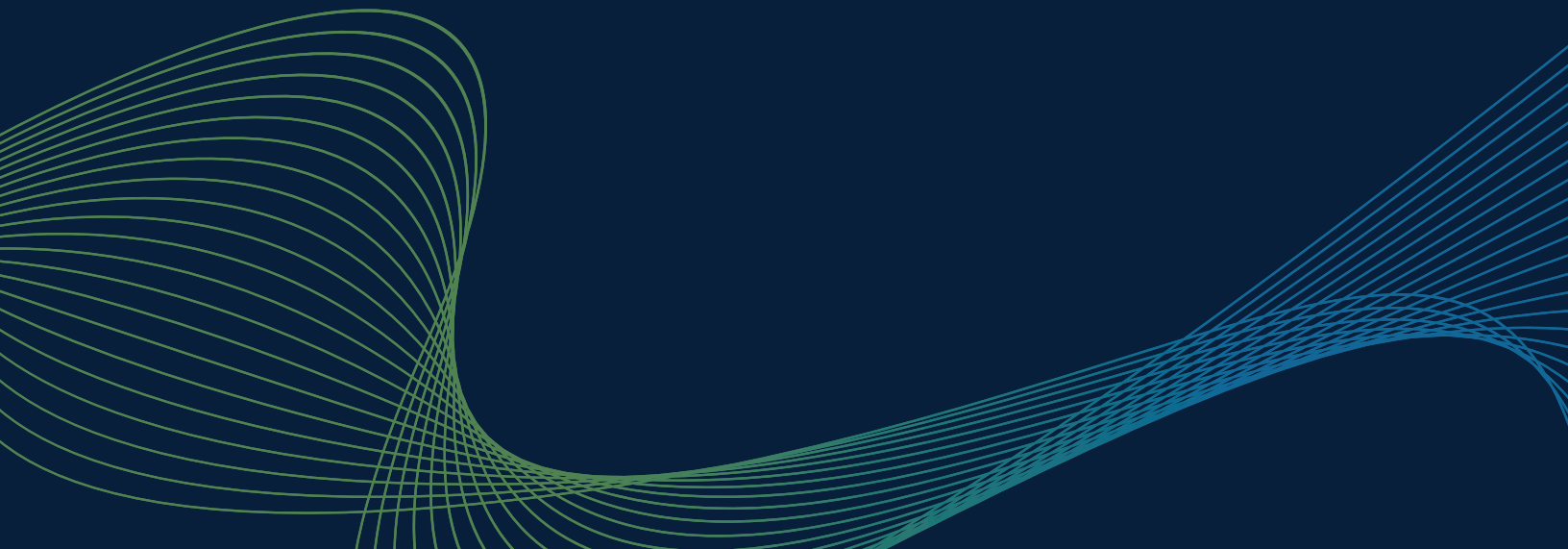
Ces deux forces déterminantes apparaissent comme un fil conducteur dans presque toutes les tendances et tous les signaux de changement qui se dégagent de nos recherches. Qu'il s'agisse des déséquilibres démographiques entre les populations jeunes et vieillissantes, des répercussions inégales du changement climatique ou de la répartition inégale des avancées technologiques, ces forces se manifestent systématiquement dans les domaines socio-économique, politique et environnemental.

L'asymétrie reflète les écarts croissants de pouvoir, de ressources et de capacités entre les nations et les régions, ce qui rend la coopération plus difficile à mesure que les disparités augmentent. Le réalignement, quant à lui, reflète les alliances fluctuantes, les puissances émergentes et l'évolution des priorités qui redéfinissent ceux et celles qui dirigent, ceux et celles qui suivent et comment les défis mondiaux sont relevés.

Ensemble, ces forces vont briser ou renforcer notre capacité à atteindre des objectifs communs au niveau mondial. Elles sont donc essentielles pour comprendre l'avenir de la coopération internationale. En identifiant ces forces, une perspective s'offre aux décideurs-euses politiques, aux organisations non gouvernementales et aux agences internationales, à travers laquelle ceux-ci peuvent mieux anticiper et naviguer les complexités de la collaboration dans l'ère post-2030.

CHAPITRE 2

RAPPROCHER LES HORIZONS : DE L'INCERTITUDE À LA VRAISEMBLANCE



Après avoir identifié les principales tendances et incertitudes qui remodelent la coopération mondiale au chapitre 1, à savoir les transformations qui remodelent la coopération mondiale, nous en venons à présent à la manière dont ces forces pourraient se matérialiser dans des futurs différents. Dans le présent chapitre, l'attention est portée sur la cartographie de trois scénarios plausibles qui démontrent comment ces tendances peuvent se croiser et évoluer de différentes façons. Ces scénarios offrent un aperçu d'avenirs différents, chacun étant façonné par la manière dont nous choisissons de traiter, ou celle à travers laquelle nous ne parvenons pas à prendre en compte les incertitudes qui définissent notre présent. Qu'il s'agisse de l'émergence de nouveaux pôles de pouvoir, de la montée en puissance des acteur-trice-s non étatiques dans l'élaboration de programmes mondiaux ou de la possibilité troublante d'une catastrophe mondiale, ces scénarios reflètent les moments critiques auxquels nous sommes aujourd'hui confronté-e-s. En explorant ces scénarios, nous pouvons mieux comprendre l'éventail des résultats et des défis qui nous attendent.

NOTE AU LECTEUR / À LA LECTRICE : VARIATIONS RÉGIONALES ET FLUIDITÉ DES SCÉNARIOS

Les scénarios décrits dans le présent rapport n'ont pas pour but de prédire l'avenir et ne doivent pas être considérés comme statiques. Différentes régions peuvent connaître des éléments de chaque scénario à divers moments, voire simultanément, en fonction de leurs circonstances et de leurs réponses aux tendances mondiales.

Par exemple, une région fortement touchée par le changement climatique peut d'abord être confrontée à la fragmentation et au réalignement observés dans le scénario de la coopération multipolaire dirigée par les états, avant de passer au modèle de la coopération multipartite en vue de relever les défis par la collaboration. De même, les régions confrontées à de graves disparités socio-économiques ou à l'instabilité politique peuvent se retrouver directement confrontées à un tsunami d'instabilité, caractérisé par une fragmentation accrue et des alliances intéressées, dans le cadre de la coopération transactionnelle.

Il est également important de reconnaître que les développements mondiaux, les accélérateurs ou les perturbateurs pourraient amener les régions à passer d'un scénario à l'autre, compte tenu du caractère dynamique du paysage mondial et de l'interconnexion des défis mondiaux. En tant que tels, ces scénarios offrent des cadres pour comprendre les futurs possibles plutôt que des résultats fixes.

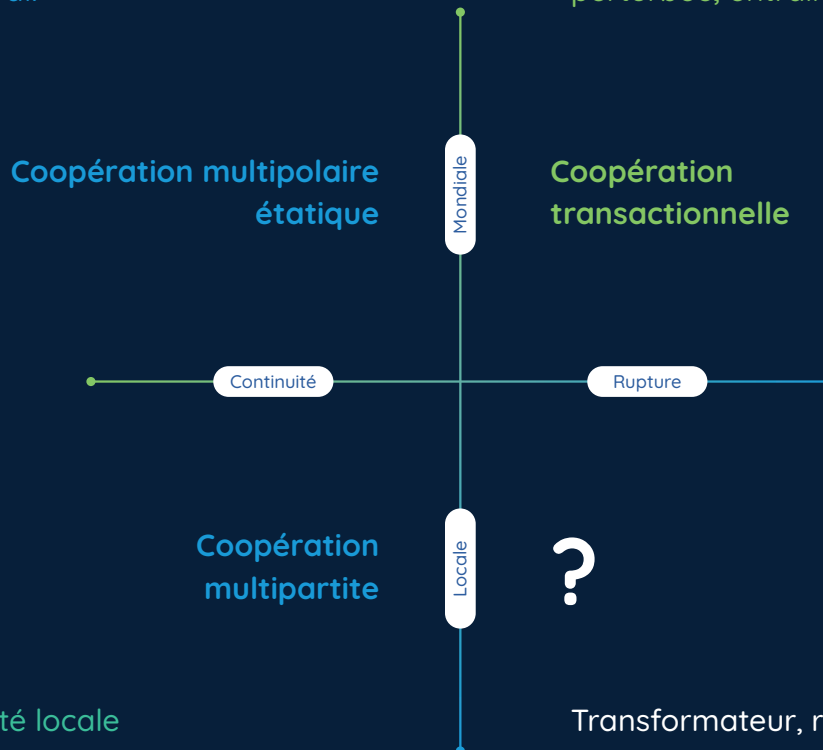
L'INITIATIVE FUTUS DE LA COOPÉRATION MONDIALE : SCÉNARIOS

Plausible, Continuité mondiale

Ce scénario suggère une évolution de l'ordre mondial actuel, avec les États continuant de jouer un rôle central.

Plausible, rupture mondiale

Ce scénario dépeint un monde où la coopération mondiale est gravement perturbée, entraînant chaos et instabilité.



Plausible, Continuité locale

Ce scénario envisage un passage vers une forme de coopération plus collaborative, mais au sein du cadre existant.

Transformateur, rupture locale

COMPRENDRE LA MATRICE 4X4

AXE DES X : CONTINUITÉ OU RUPTURE

CONTINUITÉ : Scénarios dans lesquels la coopération mondiale évolue progressivement, en s'appuyant sur les structures et les pratiques existantes.

RUPTURE : Scénarios dans lesquels des changements ou des perturbations importants se produisent, modifiant le paysage de la coopération mondiale.

AXE DES Y : ORIENTATION MONDIALE OU LOCALE

ORIENTATION MONDIALE : Scénarios dans lesquels les institutions mondiales et la coopération multilatérale dominent.

ORIENTATION LOCALE : Scénarios dans lesquels le pouvoir et la prise de décision sont plus décentralisés, l'accent étant mis sur la coopération locale ou régionale

2.1 COOPÉRATION MULTIPOLAIRE DIRIGÉE PAR LES ÉTATS

D'ici 2035, une nouvelle structure de coopération multipolaire aura émergé, avec plusieurs blocs de pays exerçant une influence, chaque bloc disposant de sa propre idéologie et de son propre ensemble de règles. Dans cette approche décentralisée de la coopération, les organisations multilatérales traditionnelles perdent leur influence. Ces nouveaux pôles de coopération introduisent de nouvelles sources de capital, de nouvelles opportunités et de nouveaux mécanismes d'influence, promettant une gouvernance équitable et plus inclusive, ainsi qu'un dialogue de nation à nation.

Bien que cette configuration recèle du potentiel, les sceptiques ont certaines inquiétudes concernant une fragmentation accrue, une concurrence entre les blocs et la duplication ou l'affaiblissement des efforts déployés pour parvenir à un consensus sur des questions communes et relever collectivement les défis mondiaux.

2.1.1. Tendances ou forces motrices du changement

« Des défis communs mais différenciés »

- **Changements démographiques** : Le vieillissement des populations dans certaines régions et l'explosion de la jeunesse dans d'autres régions refaçonnent les dynamiques sociales, influençant les schémas migratoires, les marchés du travail et les priorités. Les pays confrontés à des défis démographiques similaires forment de nouveaux blocs pour harmoniser leurs politiques et traiter collectivement ces questions communes.
- **Accélération du changement climatique** : Les effets disproportionnés du changement climatique et de la dégradation de l'environnement ont stimulé la création de nouvelles alliances et de nouveaux blocs de pays, de régions et d'organisations qui s'engagent à atténuer les effets du changement climatique, à l'adaptation et à la justice.
- **Transformation technologique** : Les pays considèrent de plus en plus l'innovation technologique comme un facteur déterminant de la compétitivité économique et de la sécurité nationale. Par conséquent, les politiques visant à promouvoir les capacités technologiques autochtones, à sauvegarder les technologies critiques et à restreindre l'accès des étrangers aux marchés nationaux se sont multipliées.
- **Asymétrie socio-économique** : Face aux échecs de l'architecture financière mondiale et aux inégalités croissantes entre les personnes et les pays, les pays désenchantés et les groupes marginalisés s'allient pour rechercher des solutions alternatives et un soutien mutuel.
- **Des modèles de gouvernance concurrents** : Alors que la confiance dans les institutions démocratiques libérales s'estompe, de nouvelles coalitions fédèrent autour de valeurs communes d'autoritarisme, de nationalisme et de politiques conservatrices.

2.1.2.Considérations Stratégiques

RISQUES ET INCERTITUDES	STRATÉGIES POUR DES CAPACITÉS D'ADAPTATION	OPPORTUNITÉS ET NOUVEAUX CHOIX
<ul style="list-style-type: none"> ○ Inertie institutionnelle ○ Fragmentation et concurrence entre les blocs, les modèles de gouvernance et les idéologies ○ Duplication/sublimation des efforts déployés pour relever collectivement les défis mondiaux compromis/sapés 	<ul style="list-style-type: none"> ○ Des réponses souples et adaptées au contexte pour relever les défis ○ Interactions inclusives et fondées sur la confiance aux niveaux régional et mondial ○ Proactivité dans l'autonomisation des OSC 	<ul style="list-style-type: none"> ○ Des stratégies de plaidoyer diversifiées et localisées ○ Des partenariats et des alliances solides entre acteurs et actrices de la coopération internationale ○ Des mécanismes de responsabilisation solides

SCÉNARIO NARRATIF

En 2035, le monde est fractionné en un réseau complexe d'alliances, chacune constituant un pôle d'influence avec sa propre idéologie et ses propres règles. Les anciens géants multilatéraux ne sont plus que des reliques d'une époque révolue, éclipsés par ces nouveaux blocs de pouvoir qui ont redéfini les règles de la coopération mondiale.

Dans cette nouvelle ère, la coopération est décentralisée et fluide, et le dialogue entre pays occupe une place centrale. Les blocs ne se forment non par simple commodité, mais par nécessité. Les pays ayant des populations vieillissantes s'associent aux pays qui connaissent des explosions démographique de la jeunesse, en harmonisant leurs politiques pour la gestion des migrations, des marchés du travail et de la sécurité sociale. Ailleurs, les pays les plus vulnérables au changement climatique s'unissent, déterminés à faire avancer la justice climatique selon leurs propres termes. Ils n'attendent plus que le monde agisse ; ils prennent les choses en main.

L'innovation technologique est devenue la nouvelle monnaie d'échange du pouvoir. Se méfiant des influences étrangères, les pays investissent massivement dans leurs propres capacités technologiques, créant des antennes ou des centres régionaux dans lesquels la collaboration prospère, mais uniquement à l'intérieur de frontières étroitement contrôlées. Le marché autrefois mondial est désormais fragmenté, avec chaque bloc protégeant ses propres intérêts.

Mais ce nouveau monde n'est pas sans ombres. La fragmentation engendre la concurrence et, avec elle, les conflits. Les rivalités entre blocs de pays alimentent les insécurités régionales et l'érosion de la confiance entre pays fragilise les fondements de la gouvernance mondiale. Les acteur-trice-s non étatiques exploitent ces failles, et l'espace civil continue de rétrécir à mesure que l'autoritarisme et le nationalisme gagnent du terrain dans certaines régions.

Malgré le potentiel d'une gouvernance plus inclusive, le monde de 2035 est semé d'embûches. La structure même qui promet de nouvelles opportunités menace également de miner les efforts collectifs visant à résoudre les problèmes mondiaux les plus urgents. Dans ce monde multipolaire, l'avenir de la coopération est incertain, oscillant entre la promesse d'un ordre plus équitable et le péril d'une fragmentation plus profonde.

2.2 COOPÉRATION MULTIPARTITE

En 2035, le paysage de la coopération mondiale au développement s'est transformé en une constellation décentralisée dans laquelle les acteur-trice-s étatiques traditionnel-le-s ont laissé la place à un éventail plus large de parties prenantes pour partager le pouvoir décisionnel. Les puissances émergentes, les organisations régionales, les groupes de la société civile et les mouvements populaires jouent désormais un rôle central dans la résolution des problèmes de développement et l'investissement dans les biens publics mondiaux tels que l'action climatique et le développement durable. Ce changement promet un modèle de gouvernance plus inclusif et plus équitable, mais soulève également des inquiétudes quant à l'efficacité et aux motivations des nouveaux acteurs-rices impliqué-e-s.

2.2.1. Tendances ou forces motrices du changement

« Reconfiguration géopolitique et évolution de l'ordre mondial »

- **Un ordre mondial en mutation** : L'ordre mondial autrefois unipolaire s'est dissous. Les puissances émergentes et les pays autrefois marginalisés exercent désormais une influence significative sur le processus décisionnel mondial, introduisant de nouvelles perspectives et des approches novatrices en matière de coopération au développement.
- **Transfert du pouvoir** : L'élan donné par les priorités des pays du Sud en matière de transfert du pouvoir a mis en évidence les déséquilibres dans les relations traditionnelles entre les pays du Nord et ceux du Sud, afin de lutter contre les préjugés coloniaux, le racisme et le paternalisme. Les dirigeant-e-s des groupes autochtones et des économies émergentes sont les moteurs de changements essentiels.
- **De nouvelles sources de financement** : L'entrée de nouvelles entreprises et organisations philanthropiques dans la coopération internationale au développement a introduit des flux financiers supplémentaires, élargissant la base des contributeurs-rices et réduisant la dépendance à l'égard des donateur-trice-s d'aide traditionnels.
- **L'autonomisation numérique** : Dans un contexte de resserrement de l'espace civique, les OSC s'appuient sur la technologie pour défendre la justice sociale, contourner les restrictions et demander des comptes aux gouvernements. Les plateformes numériques facilitent une participation plus large aux processus de développement et renforcent la collaboration mondiale entre elles.
- **Polycrise** : La convergence de multiples crises mondiales, exacerbée par l'incapacité des gouvernements à s'attaquer aux causes profondes, augmentent les pressions en faveur d'approches multipartites dans le domaine de la coopération au développement. L'instabilité économique, le changement climatique, les inégalités sociales et les troubles politiques exigent des solutions globales et concertées. Aucun pays, aucune organisation, aucune entreprise ne peut affronter seul la tempête. La collaboration est plus appréciée que jamais.

2.2.2. Considérations stratégiques

RISQUES ET INCERTITUDES	STRATÉGIES POUR DES CAPACITÉS D'ADAPTATION	OPPORTUNITÉS ET NOUVEAUX CHOIX
<ul style="list-style-type: none"> ● Inquiétudes quant à la légitimité et aux motivations des acteur-trice-s non étatiques ● Compréhension limitée de la capacité des OSC à maintenir leur influence et à opérer efficacement dans un environnement de plus en plus restreint ● Menace potentielle pour les processus démocratiques et la confiance du public 	<ul style="list-style-type: none"> ● Une prise en compte attentive des rôles et des responsabilités des acteur-trice-s étatiques et non étatiques ● Des mécanismes de collaboration solides qui facilitent l'alignement des objectifs des différentes parties prenantes, garantissant la coordination des efforts et l'utilisation efficace des ressources 	<ul style="list-style-type: none"> ● Investir dans l'infrastructure et les outils numériques pour des processus de développement plus inclusifs et transparents, permettant une participation et une collaboration plus larges au-delà des frontières ● Des solutions holistiques et collaboratives qui s'attaquent aux causes profondes des crises mondiales, plutôt que des solutions fragmentées et à court terme

SCÉNARIO NARRATIF

D'ici 2035, le monde de la coopération mondiale au développement sera très différent. L'époque où quelques États puissants faisaient la pluie et le beau temps est révolue. À leur place, une nouvelle constellation de voix a émergé - une constellation dans laquelle les puissances émergentes, les organisations régionales, les groupes de la société civile et les mouvements de base se partagent la scène.

Imaginez un monde dans lequel des pays autrefois marginalisés jouent aujourd'hui un rôle de premier plan dans les prises de décision au niveau mondial. Les dirigeant-e-s des pays du Sud occupent le devant de la scène et remettent en question les anciennes dynamiques de pouvoir. Ils se sont opposés à l'héritage colonial et aux déséquilibres qui définissent depuis longtemps les relations Nord-Sud. Les voix autochtones et les dirigeant-e-s des économies émergentes ne se contentent pas de participer ; ils fixent l'ordre du jour et veillent à ce que la coopération au développement reflète un éventail plus large de perspectives.

Mais les États ne sont pas les seuls moteurs de ce changement. Les entreprises et les philanthropes, autrefois en marge, sont aujourd'hui des acteur-trice-s clés. Ils apportent de nouvelles sources de financement, réduisant ainsi la dépendance à l'égard des donateurs-rices traditionnel-le-s. Leur participation s'accompagne toutefois d'une particularité : bien que ces acteur-trice-s apportent des ressources et de l'innovation, des questions se posent quant à leurs véritables motivations. Sont-ils/elles là pour le bien de tous et toutes ou y a-t-il des contreparties ou des conditions cachées ?

La société civile s'est trouvée un allié de poids dans la technologie. Alors même que les gouvernements resserrent leur emprise sur les espaces civiques, les militant-e-s et les organisations se sont tourné-e-s vers les plateformes numériques pour faire entendre leur voix. Ces plateformes sont devenues des champs de bataille pour la justice sociale, permettant à la société civile de contourner les restrictions et de demander des comptes aux puissants. La collaboration transfrontalière est désormais plus facile que jamais, et les mouvements populaires prennent de l'ampleur à l'échelle mondiale.

Pourtant, ce nouveau monde n'est pas sans tempêtes. La planète est en proie à une polycrise : l'instabilité économique, le changement climatique, les inégalités sociales et les troubles politiques convergent tous, menaçant de submerger les systèmes conçus pour les maîtriser. Aucun-e acteur-trice ne peut relever seul-e ces défis. La nécessité d'une coopération multipartite est plus urgente que jamais, alors que le monde navigue tant bien que mal dans ces eaux troubles.

En 2035, la communauté mondiale se trouve à la croisée des chemins. La promesse d'un modèle de gouvernance plus inclusif et plus équitable est à portée de main, mais cela nécessitera un équilibre délicat. Les diverses parties prenantes doivent apprendre à travailler ensemble, en alignant leurs motivations et leurs objectifs variés sur le bien commun. Si elles y parviennent, elles pourraient bien guider le monde vers un avenir plus juste et plus durable.

2.3 COOPÉRATION TRANSACTIONNELLE

En 2035, la coopération mondiale aura radicalement changé. La division entre les pays est bien enracinée et la collaboration mondiale est très limitée. La gouvernance mondiale traditionnelle s'est considérablement affaiblie et la coopération transactionnelle est devenue la norme, avec de nouvelles alliances de convenance ou de circonstance conclues entre pays basés sur des intérêts étriqués. Cet abandon du multilatéralisme et des cadres de coopération exacerbe les défis mondiaux existants et crée de nouvelles crises complexes qui sont de plus en plus difficiles à gérer.

La lutte pour le pouvoir, les ressources et le contrôle s'est intensifiée, alimentant de nouveau la méfiance institutionnelle, la polarisation sociale, les troubles politiques et l'insécurité, avec des fonds redirigés vers l'atténuation des conséquences imprévues au détriment des efforts déployés en vue du développement durable.

2.3.1. Tendances ou forces motrices du changement

« Un tsunami d'instabilité dans un monde fracturé »

- **Fragmentation politique** : Les pays privilégient de plus en plus leurs propres intérêts au détriment des objectifs mondiaux collectifs, favorisant des alliances transactionnelles de convenance qui manquent de vision à long terme et de solidarité. L'accent est mis sur l'obtention d'avantages qui profitent directement à l'économie et à la sécurité des pays, au détriment d'une coopération mondiale plus large.
- **Une complexité croissante** : La complexité des crises mondiales dépasse les mécanismes de gouvernance mondiale, incitant les pays à adopter des politiques de repli sur soi visant à atténuer les impacts nationaux immédiats plutôt que de contribuer à des solutions mondiales complètes.
- **Montée de l'autoritarisme** : Les régimes autoritaires ont intensifié la répression politique et la violence d'État, érodant les droits de la personne et les libertés dans le monde entier.
- **Baisse du financement de la société civile** : La réduction du financement des OSC a intensifié la concurrence et a affaibli leur influence collective, permettant ainsi que l'aide devienne de plus en plus politisée à l'échelle mondiale.
- **Hausse du chômage des jeunes** : Les taux élevés de chômage des jeunes ont exacerbé les tensions sociales et contribué à la déstabilisation. Disposant de peu d'opportunités, les jeunes désespéré-e-s se tournent de plus en plus vers des activités informelles et illégitimes et vers la violence.
- **Apathie climatique** : L'absence de collaboration internationale solide et la prédominance d'alliances fondées sur des intérêts étriqués ont affaibli les engagements, et le changement climatique a été mis à l'écart. L'apathie s'accroît à l'échelle mondiale malgré la fréquence croissante et la gravité des catastrophes dues au climat, qui exposent et aggravent les vulnérabilités partout dans le monde.
- **Changement des attitudes** : Dans les pays développés confrontés à des difficultés économiques, l'opinion publique a tendance à privilégier les besoins nationaux au détriment de la coopération internationale. Cela a entraîné une diminution du soutien aux initiatives de développement international et une stigmatisation croissante des migrant-e-s, injustement accusé-e-s d'exacerber les difficultés économiques.
- **Fracture numérique** : Les pays les plus riches misent sur les outils numériques pour monopoliser l'accès aux marchés, ce qui aggrave la fracture numérique et accentue les inégalités. La protection des identités numériques devient donc cruciale face à la multiplication des cyberattaques et des atteintes à la vie privée.

2.3.2. Considérations stratégiques

RISQUES ET INCERTITUDES	STRATÉGIES POUR DES CAPACITÉS D'ADAPTATION	OPPORTUNITÉS ET NOUVEAUX CHOIX
<ul style="list-style-type: none"> ● Politisation de l'aide conduisant à une assistance rigide et conditionnelle ● Fragmentation des efforts de plaidoyer ● Concurrence accrue entre les acteur-trice-s du développement international en raison de la réduction des financements 	<ul style="list-style-type: none"> ● Réponses axées sur les droits de la personne ● Renforcer la légitimité de la société civile et redéfinir les modèles de fonctionnement des OSC afin de rester en phase avec leurs valeurs fondamentales 	<ul style="list-style-type: none"> ● Des approches fondées sur l'équilibre et l'intégrité ● Explorer de nouveaux modèles de gouvernance qui donnent la priorité à la collaboration sur des défis communs, même dans un cadre transactionnel ● Réimaginer l'allocation des ressources pour donner la priorité à l'état de préparation à l'avenir

SCÉNARIO NARRATIF

Imaginez un monde dans lequel les grandes salles de la gouvernance mondiale sont aujourd'hui sinistrement silencieuses, et dans lequel leur influence s'est estompée. L'esprit du multilatéralisme, qui autrefois servait de lien entre pays, a presque disparu. Au lieu de cela, les pays se replient sur eux-mêmes, poussés par un besoin féroce de garantir leurs propres intérêts. L'idée de travailler ensemble pour le bien commun a été remplacée par des négociations froides et transactionnelles. Les alliances ne sont plus placées sous le signe de la solidarité ou les valeurs partagées ; elles sont une question de survie, établies dans le cadre d'une concurrence acharnée et de la méfiance.

Dans ce monde fracturé, la fragmentation politique est endémique. Les pays, autrefois alliés, se considèrent aujourd'hui avec méfiance, privilégiant les gains à court terme à la stabilité à long terme. La scène mondiale est devenue un échiquier, sur lequel chaque mouvement est calculé pour obtenir un avantage immédiat, laissant des questions plus larges échapper à tout contrôle. Les crises auxquelles le monde est confronté - changement climatique, instabilité économique, troubles sociaux - sont devenues plus complexes, et les structures affaiblies de la gouvernance mondiale ont du mal à suivre. Au lieu de prendre part à une action collective, les pays se retranchent derrière leurs frontières, dans l'espoir de s'isoler et de se protéger de la tempête croissante.

Les régimes autoritaires ont prospéré dans cet environnement, resserrant leur emprise sur le pouvoir sans se soucier des droits de la personne. La société civile, qui constituait autrefois une puissante force de changement, a été réduite au silence. Les financements se tarissant et l'espace civique rétrécissant, les voix qui demandaient autrefois des comptes aux gouvernements sont aujourd'hui à peine audible. L'aide, qui était autrefois une bouée de sauvetage pour les personnes vulnérables, est devenue un instrument de manœuvre politique, pérennisant les inégalités.

Partout dans le monde, le chômage des jeunes est une bombe à retardement. Frustré-e-s et désabusé-e-s, les jeunes se tournent vers l'ombre, rejoignant les économies informelles ou, dans les pires cas, recourant à la violence. L'avenir qui semblait autrefois si prometteur semble désormais hors de portée pour toute une génération, ce qui attise les flammes des troubles et de l'instabilité.

Entre temps, la planète continue de se réchauffer, mais le monde est devenu indifférent. L'apathie climatique s'est installée alors que les nations se concentrent sur leurs propres difficultés économiques. Les grandes promesses souscrites dans le passé ont été remplacées par des mesures timides qui font bien peu pour endiguer la vague de catastrophes climatiques. Alors même que les inondations, les incendies et les tempêtes font des ravages, la réponse est fragmentée, laissant les plus vulnérables se débrouiller seul-e-s.

Dans les pays riches, l'état d'esprit a changé. Les difficultés économiques ont alimenté une montée du sentiment nationaliste, les citoyen-ne-s exigeant de leurs gouvernements qu'ils donnent la priorité aux questions nationales plutôt qu'aux engagements internationaux. Les migrant-e-s, pris entre deux feux, sont de plus en plus souvent pris comme boucs émissaires, rendus responsables de problèmes qu'ils/elles n'ont pas créés. Les sociétés sont de plus en plus divisées, et connaissent une augmentation de la peur et du ressentiment.

Le monde numérique, autrefois domaine des possibilités inépuisables, est devenu un champ de bataille. Les pays les plus riches utilisent leurs prouesses technologiques pour dominer les marchés, ce qui accentue la fracture numérique. Les risques de cybersécurité sont importants, les identités numériques étant constamment menacées. À mesure que le monde avance dans l'ère numérique, les inégalités ne font que s'accroître.

Comparaison des scénarios futurs pour la coopération mondiale au développement : caractéristiques principales

	COOPÉRATION MULTIPOLAIRE DIRIGÉE PAR LES ÉTATS	COOPÉRATION MULTIPARTITE	COOPÉRATION TRANSACTIONNELLE
MODÈLE DE GOUVERNANCE	Dirigée par les États, avec de multiples blocs d'influence	Décentralisé, dirigé par des États et des acteur-trice-s non étatiques tels que la société civile et les organisations régionales organisations	Fragmentée, avec des structures de gouvernance traditionnelles affaiblies
ACTEUR-TRICE-S PRINCIPAUX-ALES	États et blocs régionaux aux idéologies distinctes	Acteur-trice-s non étatiques, mouvements populaires, société civile, puissances émergentes	États, alliances transactionnelles, entreprises
TENDANCES CLÉS	Changements démographiques, changement climatique, transformation technologique, modèles de gouvernance concurrents	Reconfiguration géopolitique, transfert du pouvoir vers le Sud, autonomisation numérique, réponse polycrise	Fragmentation politique, autoritarisme, fracture numérique, apathie climatique
OPPORTUNITÉS	Potentiel pour une plus grande coopération régionale, une meilleure gouvernance au niveau des blocs de pays	La participation de diverses parties prenantes a permis d'accroître l'innovation et la résilience au niveau local	Alliances opportunistes pour des gains à court terme
RISQUES	Fragmentation, rivalité entre les blocs, consensus mondial affaibli	Problèmes d'efficacité, cooptation potentielle par des intérêts particuliers	Instabilité croissante, autoritarisme, aggravation des polycrises
FACTEURS DÉCLENCHANTS	L'instabilité socio-économique et politique pousse les pays à former des blocs pour sauvegarder leurs intérêts	Le déclin de l'influence des puissances traditionnelles permet aux acteurs régionaux/locaux de combler le vide La numérisation stimule la croissance des mouvements décentralisés	Les mouvements hyper-nationalistes prennent de l'ampleur dans de nombreux pays La migration climatique généralisée submerge les pays non préparés, exacerbant les conflits
INCLUSIVITÉ	Plus inclusif au niveau des blocs de pays, mais risque d'exclure les pays qui n'en font pas partie	Très inclusif avec divers acteur-trice-s à différents niveaux	Inclusion minimale, motivée par l'intérêt personnel

CHAPITRE 3

RÉÉCRIRE L'HISTOIRE DE LA COOPÉRATION MONDIALE

Dans le cadre de la transition entamée des futurs plausibles décrits au chapitre 2, nous passons de la vision de scénarios potentiels à l'élaboration de stratégies proactives. Les futurs décrits précédemment soulignent l'importance de se préparer à l'incertitude, et ce dernier chapitre fournit une feuille de route pour prendre des mesures. Nous nous concentrons ici sur la transformation de la coopération mondiale en remettant en question les hypothèses actuelles, en remédiant aux déséquilibres systémiques et en réimaginant les principes qui sous-tendent nos systèmes internationaux. En intégrant ces stratégies, les acteur-trice-s peuvent façonner activement l'avenir de la coopération mondiale au lieu de se contenter de réagir aux événements en cours.

3.1

REPENSER LES PRINCIPES DE LA COOPÉRATION MONDIALE

Alors que nous sommes confronté-e-s à une ère définie par des défis sans précédent et des interdépendances complexes, il est impératif de repenser les hypothèses fondamentales qui ont longtemps étayé la coopération mondiale. Ces hypothèses sont de plus en plus remises en question, dans un monde devenu plus multipolaire, avec des questions plus complexes et des enjeux plus importants que jamais. Pour naviguer dans ce paysage en évolution, nous devons réévaluer de manière critique notre approche de la coopération mondiale, en adoptant de nouveaux paradigmes mieux adaptés aux réalités du 21e siècle et au-delà.

Hypothèse 1 :

Les modèles centrés sur les états sont les plus efficaces pour la coopération mondiale

L'hypothèse traditionnelle selon laquelle les modèles centrés sur les États constituent le moyen le plus efficace de parvenir à une coopération mondiale ne suffit plus dans le monde d'aujourd'hui. Historiquement, les États-nations ont été les principaux-ales acteur-trice-s des affaires internationales, avec la coopération mondiale largement orchestrée par les organisations intergouvernementales. Toutefois, cette hypothèse néglige l'importance croissante des acteurs non étatiques - OSC, secteur privé, fondations philanthropiques et communautés locales - dans l'élaboration des résultats mondiaux.

Repenser cette hypothèse, c'est reconnaître que les modèles multipartites, qui incluent un éventail diversifié d'acteur-trice-s, sont de plus en plus essentiel-le-s pour relever les défis mondiaux complexes. Ces modèles encouragent des structures de gouvernance plus inclusives, s'assurant que les processus décisionnels entendent et prennent en compte les voix de celles et ceux directement affecté-e-s par les enjeux mondiaux. L'avenir de la coopération exige que l'on s'éloigne des cadres dominés

Hypothèse 2 :

La croissance économique est le principal indicateur de réussite

L'hypothèse selon laquelle la croissance économique est le principal indicateur de réussite de la coopération mondiale a longtemps été dominante. Traditionnellement, des mesures telles que la croissance du produit intérieur brut, les balances commerciales et les flux d'investissements étrangers ont été utilisées pour évaluer l'efficacité des efforts mondiaux. Toutefois, cette focalisation étroite sur les indicateurs économiques néglige souvent les dimensions plus larges du développement humain et du bien-être, ce qui conduit à des politiques qui peuvent stimuler la croissance, mais qui ne parviennent pas à remédier aux inégalités, à la dégradation de l'environnement et aux troubles sociaux.

Pour remettre en cause cette hypothèse, nous devons élargir notre compréhension de la réussite pour y inclure le bien-être social, environnemental et humain. Cela implique l'adoption de mesures alternatives qui reflètent la véritable qualité de vie et la durabilité des efforts de développement, telles que l'indice de développement humain et l'indice de progrès social. En élargissant notre définition du succès, nous pouvons garantir que les efforts de coopération mondiale s'alignent sur les objectifs d'équité, de durabilité et le développement humain holistique.

Hypothèse 3 :

La coopération mondiale nécessite des processus rigides et structurés aux résultats prévisibles

L'hypothèse bien ancrée selon laquelle les défis mondiaux peuvent être gérés par des processus linéaires et prévisibles est fondamentalement erronée. Cette croyance est enracinée dans de nombreuses approches conventionnelles de la coopération mondiale, dans lesquelles des textes et des résolutions rigides - souvent difficiles à modifier - ancrent les stratégies dans une planification détaillée, des procédures standard et une attention particulière portée sur le contrôle et la prévisibilité. Toutefois, l'évolution rapide, la complexité et l'incertitude du monde actuel rendent cette hypothèse de plus en plus insoutenable.

Repenser cette hypothèse exige que nous acceptions l'incertitude et la complexité comme des caractéristiques inhérentes à la coopération mondiale. Au lieu de chercher à exercer un contrôle rigide, nous devons développer des approches plus souples et plus adaptables, capables de répondre aux nouveaux défis en temps réel. Ce changement exige de mettre davantage l'accent sur la résilience, l'innovation et la capacité d'apprendre des échecs et de s'y adapter rapidement.

Hypothèse 4 :

Le secteur privé sauvera le développement

L'hypothèse selon laquelle le secteur privé sera le principal acteur et moteur du développement mondial, qui relèvera d'urgents défis sociaux et environnementaux est de plus en plus problématique. Si le secteur privé joue un rôle crucial dans la croissance économique, l'innovation et la création d'emplois, il n'est pas suffisant de s'en remettre aux acteurs privés pour mener les efforts visant à résoudre les problèmes de développement. Les entreprises privées, dont la nature est axée sur les profits, privilégient souvent les gains à court terme au détriment de la durabilité et de l'équité à long terme. En

outre, les complexités du développement mondial exigent plus que des solutions de marché ; elles requièrent des approches intégrées qui incluent le leadership du secteur public, des cadres réglementaires et des efforts de collaboration avec la société civile.

Repenser cette hypothèse, c'est reconnaître que les défis du développement sont mieux traités par une approche équilibrée qui combine le dynamisme du secteur privé avec la responsabilisation publique et la collaboration entre les différentes parties prenantes. Un programme de développement durable et inclusif nécessite de tirer parti des forces des différents secteurs tout en veillant à ce que les besoins et les droits des communautés marginalisées soient préservés.

Hypothèse 5 :

La technologie, à elle seule, peut stimuler le développement

L'hypothèse dominante selon laquelle la technologie peut à elle seule favoriser le développement ne tient pas compte de la nature nuancée et polarisée des impacts technologiques. Si la technologie recèle un potentiel de transformation, le fait de s'appuyer uniquement sur des solutions technologiques rendra difficile la prise en compte des contextes socio-économiques, politiques et culturels plus larges dans lesquels ces innovations sont déployées.

L'approche fondée sur la science, la technologie et l'innovation offre une perspective plus équilibrée, reconnaissant que la technologie doit être intégrée dans des politiques de soutien, des pratiques inclusives et des besoins locaux pour être efficace. Elle reconnaît que, si la technologie peut accélérer le progrès, ses avantages ne sont pas répartis de manière égale et qu'elle peut exacerber les inégalités existantes. Il est donc essentiel de repenser cette hypothèse et de plaider en faveur d'une approche holistique dans laquelle la technologie n'est qu'un élément d'une stratégie plus large qui comprend un accès équitable, l'engagement des parties prenantes et l'adaptation au contexte pour garantir des résultats durables et inclusifs en matière de développement.

3.2 INVERSER LES ANOMALIES SYSTÉMIQUES

Pour relever les défis complexes qui nous attendent, nous devons nous attaquer aux anomalies systémiques qui entravent depuis longtemps le progrès et les inverser. La présente section explore les opportunités critiques et les nouveaux choix, en s'appuyant sur les anomalies clés [inspirées des modèles archétypaux](#) de William Braun : l'érosion des objectifs, la croissance et le sous-investissement, les solutions qui échouent, les limites de la croissance et la tragédie des biens communs.

3.2.1. L'érosion des objectifs : Restaurer l'ambition et la vision

Au fil du temps, les ambitions mondiales ont diminué face aux obstacles, ce qui a entraîné une certaine complaisance. Pour inverser cette tendance, il faut renouveler l'engagement en faveur d'objectifs transformateurs, tels que la réorganisation des objectifs de développement durable pour l'après-2030, afin de garantir que notre vision collective reste audacieuse et percutante.

3.2.2. Croissance et sous-investissement : renforcer les capacités pour l'avenir

Le sous-investissement dans des domaines clés tels que la technologie, les soins de santé et l'éducation a conduit à la stagnation. Il est essentiel de donner la priorité aux investissements stratégiques qui renforcent les capacités et les infrastructures afin de relever les nouveaux défis et de réaliser des progrès.

3.2.3. Des solutions qui échouent : aller au-delà des solutions à court terme

Les solutions rapides exacerbent souvent les problèmes, entraînant un cycle de dépendance à l'égard de solutions inefficaces. Pour s'attaquer aux causes profondes des défis mondiaux, il est essentiel de dépasser les mesures à court terme et d'adopter des stratégies holistiques à long terme.

3.2.4. Limites de la croissance : Naviguer aux frontières de notre planète

Il est essentiel de reconnaître les limites naturelles et structurelles de nos systèmes. L'adoption de pratiques durables qui respectent les limites écologiques, telles que les économies circulaires et les énergies renouvelables, est nécessaire pour éviter l'effondrement et assurer la viabilité à long terme.

3.2.5. Tragédie des biens communs : action collective pour les ressources partagées

Une action collective est nécessaire pour sauvegarder les ressources partagées et éviter les pertes collectives. Des modèles de gouvernance innovants, des accords internationaux plus solides et une évolution vers une responsabilité partagée sont essentiels pour protéger nos biens communs mondiaux pour les générations futures.

3.3 RÉIMAGINER LES PRINCIPES ET VALEURS CLÉS

Alors que nous envisageons l'avenir de la coopération mondiale, il est évident qu'une approche transformatrice doit permettre de relever les défis actuels tout en ouvrant la voie à un monde plus inclusif, plus durable et plus résilient. Grâce à des discussions stratégiques avec les acteur-trice-s du développement mondial, il nous apparaît clairement que cette transformation doit être fondée sur une pensée intégrée, une évolution de la dynamique du pouvoir vers la localisation et un engagement fort en faveur d'une coopération centrée sur l'humain et fondée sur la solidarité.

3.3.1. Réflexion et approches intégrées

Dans un monde de plus en plus interconnecté, les approches traditionnelles cloisonnées de la coopération mondiale ne suffisent plus. La pensée intégrée nous oblige à tenir compte des interdépendances complexes entre les systèmes sociaux, technologiques, économiques, environnementaux et politiques. En adoptant une approche intégrée, nous pouvons mieux anticiper les effets d'entraînement de nos actions et élaborer des solutions qui répondent simultanément à de multiples défis.

La pensée intégrée encourage également la collaboration entre les secteurs et les disciplines, en favorisant les partenariats qui tirent parti d'une expertise et de perspectives diverses. En supprimant les barrières entre les domaines/secteurs et en encourageant la coopération intersectorielle, nous pouvons créer des stratégies plus complètes et plus efficaces pour le développement mondial.

3.3.2. Transfert de pouvoir et localisation

La dynamique du pouvoir mondial est en mutation, nécessitant une approche plus localisée de la coopération. La localisation met l'accent sur l'importance d'autonomiser les acteur-trice-s locaux-ales et les communautés locales, en reconnaissant que les personnes les plus proches et les plus concernées par des problèmes ont souvent les idées et les solutions les plus pertinentes. Ce passage d'une prise de décision descendante à des processus plus décentralisés et participatifs permet une meilleure appropriation et une plus grande responsabilisation au niveau local.

Le transfert de pouvoir implique également de reconnaître et de corriger les déséquilibres historiques dans les structures de pouvoir mondiales. En amplifiant la voix des groupes marginalisés et historiquement sous-représentés, nous pouvons créer un cadre plus équitable pour la coopération mondiale. Pour ce faire, il faut non seulement redistribuer le pouvoir, mais également repenser les fondements mêmes de notre engagement mutuel à l'échelle mondiale, en s'éloignant des modèles paternalistes et en s'orientant vers de véritables partenariats.

3.3.3. Une coopération centrée sur la personne et fondée sur la solidarité

Au cœur de la coopération mondiale transformatrice se trouve l'engagement en faveur d'approches centrées sur les personnes et fondées sur la solidarité. Ce principe place la dignité, les droits et le bien-être des individus et des communautés au premier plan de tous les efforts. Dans la pratique, cela signifie qu'il faut concevoir des politiques et des programmes qui donnent la priorité aux besoins des plus vulnérables.

La coopération solidaire va au-delà des relations transactionnelles pour favoriser un sentiment commun d'unité à l'échelle mondiale et de responsabilité partagée. Elle met l'accent sur le respect mutuel, l'empathie et la reconnaissance de nos destins interconnectés. En adoptant la solidarité, nous pouvons jeter des ponts pour combler les fossés et travailler ensemble à la réalisation d'objectifs communs, en reconnaissant que notre avenir collectif dépend du bien-être de tous et toutes.

En réécrivant l'histoire de la coopération mondiale, il est essentiel de reconnaître l'équité sociale comme un principe fondamental qui recoupe tous les thèmes clés. Les hypothèses que nous remettons en question et les anomalies systémiques auxquelles nous nous attaquons doivent être examinées sous l'angle de l'équité sociale afin de garantir que nos stratégies soient inclusives et justes. En intégrant l'équité sociale au cœur de nos approches repensées - que ce soit par le biais d'une réflexion intégrée, d'une modification de la dynamique du pouvoir ou de l'adoption de nouvelles formes de coopération - nous nous assurons qu'aucun groupe n'est laissé pour compte et que toutes les voix sont entendues. Cette approche globale de l'équité sociale renforce non seulement nos efforts de coopération mondiale, mais ouvre également la voie à un avenir plus équitable et plus durable pour tous et toutes.

CONCLUSION

Nos recherches, telles qu'énoncées dans le présent rapport et dans d'autres publications et produits sur l'initiative Futurs de la coopération mondiale, ont établi que la coopération mondiale est en train de subir une profonde transformation. Les trois scénarios explorés dans ce rapport - la coopération multipolaire dirigée par les États, la coopération multipartite (non dirigée par les États) et la coopération transactionnelle - offrent des illustrations plausibles des trajectoires potentielles de la coopération mondiale dans l'ère post-2030. Chaque scénario souligne la nécessité de s'adapter à un monde en mutation rapide, mais aussi les risques de complaisance, de fragmentation et de manque de vision.

Les scénarios ne servent pas seulement de prédictions éclairées, ils sont également un appel à l'action, qui soulignent le besoin urgent de repenser la manière dont nous collaborons au-delà des frontières, des secteurs et des idéologies. Les archétypes systémiques explorés dans ce rapport - tels que l'érosion des objectifs, la croissance et le sous-investissement, les solutions qui échouent, les limites de la croissance et la tragédie des biens communs - offrent un aperçu critique des modèles qui peuvent entraver ou propulser notre progrès. Ils nous rappellent que l'avenir n'est pas une fatalité lointaine, mais une conséquence des choix que nous faisons aujourd'hui.

Pour réécrire l'histoire de la coopération mondiale, nous devons remettre en question des hypothèses profondément enracinées, en particulier la croyance selon laquelle les défis mondiaux peuvent être gérés au moyen de processus linéaires et rigides aux conséquences prévisibles. Au contraire, les acteurs-rices de la coopération mondiale devront accepter l'incertitude et la complexité comme des caractéristiques inhérentes à notre réalité mondiale. Il faudra également renouveler l'engagement en faveur d'objectifs ambitieux, investir stratégiquement dans le renforcement des capacités et se concentrer sur des solutions holistiques à long terme qui respectent les frontières écologiques et encouragent l'action collective.

Dans ce contexte, les principes de transformation revêtent une importance renouvelée. La pensée intégrée nous incite à briser les cloisonnements et à reconnaître l'interconnexion de notre monde. Le transfert de pouvoir et la localisation nous incitent à redistribuer le pouvoir et à faire entendre la voix de ceux et celles qui ont été historiquement marginalisés. La coopération centrée sur les personnes et fondée sur la solidarité appelle à un engagement renouvelé en faveur de la dignité et du bien-être de tous et toutes, en encourageant un esprit de responsabilité partagée.

Cependant, aussi convaincants que soient ces principes, la voie à suivre est parsemée de risques et d'incertitudes. La montée de l'autoritarisme, les changements démographiques et l'aggravation du changement climatique ne sont que quelques-uns des défis que nous devons relever. Mais ces défis recèlent des possibilités d'innovation et de résilience. Renforcer la légitimité de la société civile, expérimenter de nouveaux modèles de gouvernance et repenser l'allocation des ressources en faveur d'une préparation à l'avenir ne sont pas seulement des stratégies de survie ; ce sont les éléments constitutifs d'un nouveau cadre de coopération mondiale.

À mesure que nous avançons, il est impératif que nous ne perdions pas de vue les tendances clés du changement. Ces forces façonneront le cadre global de la coopération mondiale dans les années à venir, et notre capacité à nous y adapter déterminera notre succès.

RÉFÉRENCES

- AFP. 2023. 'Macron signs controversial pension changes into law after months of protests'. The Guardian, 15 April. <https://amp.theguardian.com/world/2023/apr/15/macron-signs-controversial-pension-changes-into-law-after-months-of-protests>
- Asia Financial. 2024. 'China to raise its retirement age to ease pension costs crisis'. 22 July. www.asiafinancial.com/china-to-raise-its-retirement-age-to-ease-pension-costs-crisis
- Boitiaux, C. 2024. 'Over 1,000 migrants have reached a tiny Greek island in recent months'. Info Migrants, 1 April. www.infomigrants.net/en/post/56135/over-1000-migrants-have-reached-a-tiny-greek-island-in-recent-months
- Braun, W. 2002. 'The system archetypes'. www.albany.edu/faculty/gpr/PAD724/724WebArticles/sys_archetypes.pdf
- Cooperation Canada. 2024. 'A landscape analysis of the international cooperation sector: a tale of crises, contestation and transformation'. February. <https://cooperation.ca/launch-of-the-global-landscape-analysis-of-the-international-cooperation-sector/>
- Cooperation Canada. 2024. 'Regional perspectives report on signs of change and visions of the future of global cooperation'. 1 August. <https://cooperation.ca/regional-perspectives-report/>
- Cooperation Canada. 'The Futures Initiative'. <https://cooperation.ca/the-futures-initiative/>
- Farge, E. 2022. 'Horn of Africa on track for 5th failed rainy season: WMO'. Reuters, 26 August. www.reuters.com/world/africa/horn-africa-track-5th-failed-rainy-season-wmo-2022-08-26/
- Freedom House. 2023. 'Marking 50 years in the struggle for democracy'. Freedom in the World 2023. <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2023/marking-50-years>
- IOM. 2024. 'How do migrants contribute to society?' Blog. <https://americas.iom.int/en/blogs/how-do-migrants-contribute-society>
- IOM. 2024. 'World Migration Report 2024 reveals latest global trends and challenges in human mobility'. News, 7 May. www.iom.int/news/world-migration-report-2024-reveals-latest-global-trends-and-challenges-human-mobility
- International IDEA. 2023. 'Global patterns'. Global State of Democracy Initiative. www.idea.int/gsod/2023/chapters/global/
- International IDEA. 2024. Perceptions of democracy. A survey about how people assess democracy around the world. www.idea.int/publications/catalogue/perceptions-of-democracy-survey
- Ngarndey Ulrich, J. and Donati, J. 2024. 'Refugee camps in Chad are overcrowded and running out of aid, and Sudanese refugees keep coming'. AP News, 22 March. <https://apnews.com/article/refugee-camps-chad-sudan-funds-d94cd10068c53922db5a70eefeaadd62>
- OECD. 'Official development assistance (ODA) in 2023, by members of the Development Assistance Committee (preliminary data)'. <https://web.archive.oecd.org/temp/2024-04-11/514409-official-development-assistance.htm>
- OECD. International Development Statistics (IDS) online databases. <https://web.archive.oecd.org/temp/2023-12-22/57725-idsonline.htm>
- OECD Data Explorer. 'Flows by donor (ODA+OOF+Private) [DAC1]'. <https://data-explorer.oecd.org/>
- OECD Data Explorer. 'ODA disbursements to countries and regions [DAC2A]'. <https://data-explorer.oecd.org/>
- PRB. 2019. 'Africa's future: youth and the data defining their lives'. Policy Brief. www.prb.org/wp-content/uploads/2019/10/Status-of-African-Youth-SPEC.pdf
- PRB. 2023. '2023 world population data sheet'. <https://2023-wpds.prb.org/>
- PRB. 'Projected population mid-2035 (millions)'. International Data. www.prb.org/international/indicator/population-2035/snapshot
- PWC. 2022. 'Five urgent global issues and implications'. March. www.pwc.com/gx/en/issues/assets/pdf/pwc-adapt-five-urgent-global-issues-and-implications-march-2022.pdf
- Rafenberg, M. 2023 'Refugee camps on Greek islands are once again overcrowded'. Le Monde, 7 October. www.lemonde.fr/en/international/article/2023/10/07/refugee-camps-on-greek-islands-are-once-again-overcrowded_6155562_4.html
- Smart, J.M. and the Foresight U and FERN teams. 'Dator's four futures'. The foresight guide: anticipating, creating, and leading in the 21st century. <https://foresightguide.com/dator-four-futures/>
- Strategic Futures Group. 2021. Structural drivers of the future demographic trends: the future of migration. www.dni.gov/files/images/globalTrends/GT2040/NIC-2021-02486--Future-of-Migration--Un sourced--14May21.pdf
- UK Department & Work and Pensions. 2023. 'State pension age review 2023'. Policy Paper, 30 March. www.gov.uk/government/publications/state-pension-age-review-2023-government-report/state-pension-age-review-2023
- United Nations. 'Refugees'. www.un.org/en/global-issues/refugees
- United Nations. 'Shifting demographics'. www.un.org/en/un75/shifting-demographics
- United Nations. 'Population'. www.un.org/en/global-issues/population
- UNDESA. 'World population projected to reach 9.8 billion in 2050, and 11.2 billion in 2100'. www.un.org/en/desa/world-population-projected-reach-98-billion-2050-and-112-billion-2100
- WHO. 2022. 'Ageing and health'. Key Facts, 1 October. www.who.int/news-room/fact-sheets/detail/ageing-and-health
- Wike, R. and Fetterolf, J. 2024. 'Satisfaction with democracy has declined in recent years in high-income nations'. Pew Research Center, 18 June. www.pewresearch.org/short-reads/2024/06/18/satisfaction-with-democracy-has-declined-in-recent-years-in-high-income-nations/



À Propos de Coopération Canada

Coopération Canada rassemble les organisations de développement international et humanitaires du Canada et défend leurs intérêts en réunissant les dirigeants du secteur, en influençant les politiques et en renforçant les capacités. Ensemble, nous travaillons avec des partenaires au Canada et à l'étranger pour bâtir un monde juste, sûr et durable.

Reconnaissance des terres

Coopération Canada reconnaît l'oppression et la colonisation historiques et continues de tous les peuples, cultures et terres autochtones dans ce que nous connaissons aujourd'hui sous le nom de Canada. Le terrain sur lequel est situé le bureau de Coopération Canada est le territoire traditionnel non cédé du peuple algonquin Anishnaabe. Nous croyons que la justice sociale au Canada et dans le monde dépend de la réconciliation avec tous les peuples autochtones, y compris les peuples des Premières Nations, les Métis et les Inuits, qui sont les premiers gardiens de la terre que nous sommes reconnaissant-e-s de partager.

www.cooperation.ca

123 rue Slater, Ottawa, ON, K1P 5G4

613 241-7007, info@cooperation.ca

Tous droits réservés. © Coopération Canada 2024

